Il y a 30 ans, le peuple algérien se dressait pour sa liberté

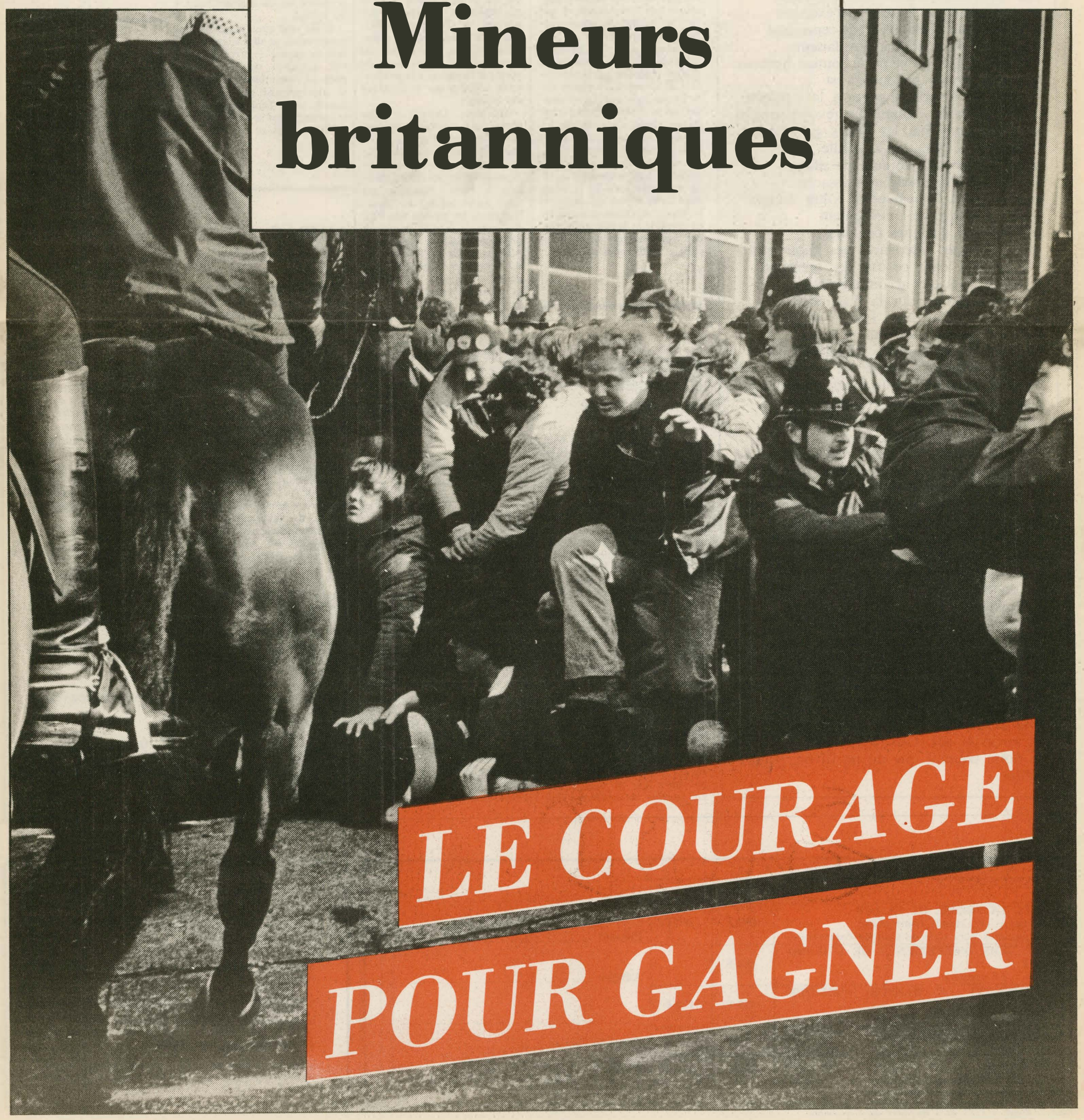
Rouge

L'austérité contre les femmes

P 3

M 1578 N° 1133 6,50F | Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale) | 2 au 8 novembre 1984

Mineurs britanniques



LE COURAGE POUR GAGNER

Les libertés ne se divisent pas

Par Christian Picquet

Les libertés, qui n'en parle aujourd'hui ? Pourtant, on a fait bien peu de cas du dernier rapport d'Amnesty International qui vient de paraître. Ce n'est nullement un effet du hasard. A l'heure où certains s'efforcent de discréditer l'idéal socialiste, en s'appuyant sur les crimes des bureaucrates de l'Est européen, l'organisation humanitaire recense soigneusement l'ensemble des atteintes aux droits démocratiques, à travers le monde. Et le tableau est un peu moins simpliste que ne voudraient le faire croire les chantres d'une nouvelle guerre froide.

Le monde impérialiste charrie largement son lot d'emprisonnés sans jugement, de torturés dans le secret, d'exécutés à la sauvette. Cela n'émeut cependant pas outre mesure tous nos faiseurs d'opinion. A leurs yeux, le soutien honteux à des dictatures sanglantes est sans doute le prix à payer à la « défense du monde libre ». Quand un révolutionnaire turc est pendu par les brutes galonnées d'Ankara, le Sénat se contente d'une symbolique minute de silence.

Et lorsque Pinochet fait massacrer sept Chiliens, coupables de s'être dressés contre son régime, l'événement n'a fait que quelques colonnes dans les pages intérieures des quotidiens. On est loin, dans ce cas, des menaces diplomatiques qui accompagnèrent les négociations pour la libération de Jacques Abouchar. La vie de jeunes militants pèserait-elle moins lourd que celle d'une homme de télévision ? Faut-il vraiment s'étonner de cette partialité ? Elle vient simplement nous rappeler que les entorses aux droits de l'homme ne sont pas l'apanage de quelques régimes du tiers-monde. Au cœur même des pays capitalistes développés, de telles pratiques sont encore courantes. Et pas seulement dans une Espagne sortant de quarante ans de dictature. La France, elle-même, est dénoncée par Amnesty International pour le traitement qu'elle inflige aux objecteurs de conscience.

La preuve en est, une nouvelle fois, administrée. Il n'y a pas de leçon de démocratie à admettre de ceux qui se taisent ou se révoltent selon que l'oppression s'abatte à l'Ouest ou à l'Est. Le combat pour les libertés, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, pour l'émancipation des travailleurs ne se divise pas. C'est à l'honneur de notre courant que de ne l'avoir jamais oublié.

Homosexualité répression à Caen

L'Association « Recherches et différences » qui gère le local associatif caennais « le Bilboquet » et le CUARH (Comité d'urgence anti-répression homosexuelle) ont tenu le 25 octobre une conférence de presse dans une librairie gaie parisienne pour appeler l'attention de l'opinion démocratique sur la scandaleuse inculpation de Thierry, président de Recherches et différences, par le tribunal correctionnel de Caen.

L'affaire a commencé en septembre 1983 par la distribution d'un tract aussi anodin qu'informatif sur l'existence du Bilboquet, en divers lieux de Caen et surtout à la sortie d'un lycée technique situé à IFS, près de Caen. C'est ce que le procureur de la République appelle *« excitation des mineurs à la débauche »*! On pourrait en rire s'il n'y avait l'inculpation.

Tous les jeunes ont entendu parler d'homosexualité, le plus souvent sous les formes malsaines que l'on connaît, à travers les insultes du genre « pédés » ou « gouines ». C'est plutôt de cela qu'il faut protéger les jeunes, et non d'une information objective sur la sexualité ! Cet épisode est à mettre sur le même plan que les offensives de la droite envers l'école laïque, visant à y restaurer les normes morales qui règnent dans ses chères écoles privées.

L'information sur l'homosexualité n'est soumise à aucune restriction légale. Il s'agit dans cette affaire de défendre la liberté d'expresion menacée en empêchant la condamnation des responsables de Recherches et différences de Caen.

POURRITURE L'inspecteur mène l'enquête

Minute a commencé à fêter l'anniversaire de l'insurrection en Algérie à sa manière. Son dernier numéro de septembre consacre la une à *« l'armée secrète arabe en France »*. Diable ! A sa tête se trouverait Ahmed Ben Bella, les finances proviendraient de Khadafi et la doctrine de Khomeyni. Voilà le tiercé gagnant. Il se trouverait à la tête de *« 150 000 fanatiques de l'Islam prêts à prendre les armes »*.

Après cette entrée en matière « Hou, hou ! fais-moi peur », Bernard Trencavel explique dans un style Quai-des-Orfèvres le pourquoi et le comment de ce nouveau FLN. Nourri de rapports policiers, l'auteur de l'article prend à témoin Pierre Mauroy qui déclarait en janvier 1982 lors des grèves de l'automobile : *« Les travailleurs immigrés sont agités par des groupes religieux et politiques qui se déterminent en fonction de critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises. »*

Pour faire bon poids, *Minute « remonte tout naturellement au PCF dont une section est chargée d'apporter tout le soutien nécessaire »* et qui serait dirigée par Henri Alleg et Mohammed Harbi, dont nous publions une interview dans ce numéro.

Félicitons l'inspecteur Trencavel de son flair de limier et également Pierre Mauroy, en excellente compagnie devant ce qui, en aucun cas, ne pourrait être confondu avec la vague nauséabonde de racisme qui se développe.

PTT « Qui c'est Daucet ? »

Monsieur Daucet, directeur des postes est l'auteur du plan qui déclencha la grève des tris postaux de l'automne 1983. Les postiers refusaient la rentabilisation, les économies de personnel, les suppressions de postes et la course à la productivité mijotées par le directeur des postes.

Monsieur Daucet a plus d'une corde à son arc. Il participait récemment au forum de l'investissement organisé par l'hebdomadaire *le Journal des finances* à l'hôtel Hilton-Suffren à Paris, inauguré par Alain Juppé, adjoint de Chirac. Il y vanta les mérites des PTT et *« rappela le rôle des postes riches de quelques trente mille guichets sur le territoire national, notamment auprès des collectivités locales. »* Il a détaillé les possibilités offertes aux épargnants *« livrets d'épargne, comptes d'épargne logement, Sicav, Fonds commun de placement »*.. Les PTT assurent, concluait-il *« un rôle de conseil auprès de sa clientèle pour la diriger vers ses produits ou vers ceux d'autres organismes »*. Des hommes au service des hommes...

AUTO Les éloges de l'Humanité

« L'entrée dans l'arène » de la R5, *« face aux brillantes 205 Peugeot et Fiat Uno, les deux rivales les plus dangereuses, nous offrira un spectacle des plus aguichants. A Billancourt on compte déjà les points. Monsieur Phelupt* [directeur commercial de la Régie NDLR] *espère une part de marché de 12 %... Prenez place, le match commence. »* On lisait ça dans le numéro spécial de *l'Humanité* et de *l'Humanité-Dimanche* sur le salon de l'automobile. Il faut le faire ! Nul n'est censé ignorer dans la presse du PCF, quelle peut être la rançon de la concurrence entre Renault et Peugeot : quelques milliers de suppressions d'emplois dans le trust qui perd le match !

Quelques pages plus loin nous attendent d'autres surprises : on apprend que Fiat a su éviter le déclin et redresser ses profits à coups de licenciements, de chômage technique et autres retards de salaires (tout de même !) mais aussi *« grâce à quelques-uns des moyens que préconisent les communistes : développer les moyens de production nationaux, développer les investissements, renouveler et compléter la gamme (...) Le capital avait augmenté de 125 % au cours de ces dernières années. Il va encore être multiplié par six. C'est la plus forte augmentation de capital de toute l'histoire italienne. »* Plus admiratif que moi tu meures ! Et pas la moindre trace de début de réponse au lecteur un peu méfiant qui se demandera si les licenciements, la baisse des salaires... ne sont pas la cause première de la multiplication du capital.

Il est vrai que l'éloge de la concurrence et de l'augmentation du capital — privé, osera-t-on ajouter — donne de l'espace au rassemblement contre la crise proposé par la direction du parti. Tant pis pour les travailleurs qui se trouveraient à l'étroit dans ce cadre-là.

CHIRAC Ah ! July

Que Chirac entonne la trompette des libertés individuelles quand il s'agit de démanteler l'école — ce qui est tout à fait malhonnête — et qu'il s'asseoie sans plus de forme sur lesdites libertés quand il s'agit du droit des femmes d'avoir les enfants qu'elles veulent, on le savait déjà !

Mais que July se prenne à regretter le temps des aiguilles à tricoter, voilà qui risque d'en sidérer quelques-uns.

Et pourtant, lors de l'interview de Chirac parue le 30 octobre dans *Libération*, qu'apprend-t-on dans la note nº 4, à propos de l'avortement ? On apprend que depuis 1979 *« le nombre des IVG pratiquées en application de ces lois est en constante progression : 156 810 en 1979... 180 507 en 1982 »*. Cette note, écrite par les interviewers, dont July, vient appuyer la déclaration de Chirac. *« Il faudra resteindre les facilités qui ont été données pour limiter les naissances. La première loi Veil pouvait déboucher sur un compromis acceptable. Elle a été appliquée dans des conditions qui n'étaient pas conformes à l'esprit initial, ce qui m'a conduit cinq ans après à ne pas voter la confirmation de cette loi. »*

Bravo July ! Sans doute omnubilé par *« l'homme Chirac »* qu'il décrit avec des accents lyriques *« volontiers insaisissable, homme d'action plus que de réflexion, sprinter plus que coureur de fond (...) à l'aise, comme s'il avait besoin de grands espaces pour brûler son impatience légendaire. »* July a-t-il déjà oublié ce qui a été le point de départ de la bataille pour le droit à l'avortement : le scandale des avortements clandestins, cause de morts de femmes il n'y a pas si longtemps encore ! Non July, le nombre des avortements pratiqués n'est pas en constante progression depuis 1979. Le nombre est simplement connu officiellement depuis la légalisation de l'avortement et le nombre des avortements clandestins a considérablement diminué. Dès avant la loi, depuis 1974, le MFPF et le MLAC chiffraient déjà le nombre d'avortements à 200 000 par an. Rien de nouveau sous le soleil de ce côté-là, si ce n'est que le charme de Chirac fait des ravages jusque dans les hautes sphères de la rédaction de *Libération* !

PSU Fumée sans feu

Depuis plusieurs mois d'insistantes rumeurs font état que les principaux dirigeants du PSU négocieraient leur ralliement au PS. Discussions qui auraient lieu avant le congrès du PSU. Celui-ci devant se tenir à la fin de l'année. Tout cela était bien étonnant. D'autant que les mêmes rumeurs laissaient entendre que c'était « chacun pour soi » !

Rassurons-nous : il n'en est rien. Serge Depaquit et Huguette Bouchardeau démentent fermement de telles allégations. *« J'oppose le plus formel démenti à ces ragots*, écrit Depaquit. *Je n'envisage, ni pour aujourd'hui ni pour demain, mon adhésion au Parti socialiste (pas plus qu'Huguette Bouchardeau) et je n'ai donc engagé aucuns pourparlers officiels ou privés à ce sujet. »*

Ainsi H. Bouchardeau reste au gouvernement et au PSU. Malgré la demande de la fédération Bretagne du PSU qui lui demande de choisir entre l'une et l'autre appartenance.

Ecole de formation ouverte à tous et toutes

Renseignez-vous

9 rue de Tunis 75011 Paris

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F	
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F
Abonnements par avion : nous consulter		

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

_____

Formule choisie ___

Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80

Rouge

- Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de publication : Christian Lamotte
- Commission paritaire 63922
- Rédaction-administration.: 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

L'austérité familiale

Le plan-famille, en cours de discussion, doit passer devant l'Assemblée nationale avant la fin de l'année. Pour les travailleurs, il signifie un renforcement de l'austérité, pour les femmes, le retour au foyer.

La « réforme » des prestations familiales, dite « plan-famille », s'inscrit dans la lignée des mesures d'austérité en s'attaquant directement aux acquis obtenus de haute lutte par le mouvement ouvrier.

Après la politique salariale, ce maillon supplémentaire vient remettre en cause le pouvoir d'achat de la grande majorité des familles : la « simplification » du système d'allocations familiales, revient tout simplement à en diminuer le montant global, et à les redistribuer « en faveur des familles nombreuses ».

Et une fois encore, les femmes qui travaillent se retrouveront pénalisées. A cela rien qui pourrait nous surprendre : depuis plusieurs mois, le gouvernement a choisi de mener campagne sur les charmes du « temps choisi » et joue la carte de la généralisation du temps partiel, si cher au CNPF, de plus en plus souvent imposé aux femmes.

Depuis plusieurs mois aussi, Georgina Dufoix vante les mérites du congé parental rémunéré. Elle ne veut plus d'allocations « d'assistance », entendez par là les prestations acquises par les luttes ouvrières !

Par ces mesures, le gouvernement qui n'en est plus à un reniement près, enfourche les vieux dadas de la droite. Face au chômage, au lieu de prendre les mesures qui s'imposeraient pour garantir l'emploi à tous et toutes, il choisit de renvoyer les femmes dans leur foyer, de faire de leur droit au travail un luxe sinon une incongruité.

C'est un mauvais coup supplémentaire porté à l'ensemble des travailleurs. C'est une insulte envers les exigences des femmes et leurs revendications.

Deux mesures essentielles, deux scandales

Le plan-famille crée deux nouvelles prestations : l'allocation au jeune enfant (AJE) et l'allocation parentale d'éducation (APE) portant rémunération du congé parental, à partir du troisième enfant. La première remplace six des allocations actuelles : allocation prénatale, posnatale, de salaire unique, de mère au foyer, de complément familial et supplément familial.

Elle sera versée dès le premier enfant, avec un montant de 712 francs par mois, identique pour chaque enfant. Elle est soumise à un plafond de ressources (égal à celui actuellement en vigueur pour le complément familial).

Cette allocation sera versée à partir du troisième mois de grossesse. dans le cas où les revenus familiaux ne dépassent pas le plafond, elle sera versée pendant trois ans. Et pendant neuf mois seulement dans l'hypothèse inverse.

Une logique à cela : inciter les femmes à ne pas travailler sous peine de perdre le bénéfice de l'allocation par dépassement du plafond de ressources, ou, tout au moins, les « encourager » à se poser la question du bénéfice à travailler, pour un demi-salaire, quand cela se combine avec les frais de garde et un système fiscal déjà discriminatoire par le jeu du quotient conjugal.

Montant faible de l'allocation et restrictions ont une conséquence évidente : une perte séche pour l'ensemble des familles. Exceptées celles qui cumuleront des bas revenus avec au moins deux ou trois enfants, à condition toutefois que ceux-ci soient séparés entre eux par moins de trois ans ! (1)

En lieu et place de la nécessaire revalorisation des prestations familiales, c'est donc l'inverse qui est pratiqué, sans que cela fasse le moins du monde sourciller un gouvernement qui a fait de l'austérité sans limites son mot d'ordre.

L'allocation parentale d'éducation inaugure une politique ouvertement nataliste. C'est ainsi que les femmes pourront désormais se voir généreusement attribuer mille francs par mois pour quitter tenporairement leur emploi et se consacrer à leur petite famille (cinq cents francs si elles passent à mi-temps). A condition bien sûr d'avoir trois enfants au moins !

Mesure hypocritement désignée comme « parentale » quand le but est de retirer temporairement les femmes du marché du travail ; ce sont elles qui cumulent bas salaire, boulot déqualifié et prise en charge des tâches ménagères.

Un nombre relativement faible de femmes touchera vraisemblablement cette allocation (de 20 000 à 65 000 selon les estimations). Cela ne doit pas masquer la gravité d'une telle mesure qui met le doigt dans l'engrenage du salaire maternel et légalise le non-droit au travail des femmes.

Ajoutons à cela que les prêts aux jeunes ménages, jusqu'ici versés par les caisses d'allocations familiales, seront transférés au secteur bancaire.

Le plan-famille contiendra vraisemblablement des dispositions visant à renforcer les modalités de contrôle des déclarations. Cela afin de légaliser la « chasse » à l'union libre et aux « fraudeuses » qui pour ne pas dépasser le plafond de ressources de l'AJE, ou continuer à toucher de maigres allocations de parent isolé, oseront « cacher » avoir des relations avec un homme. Austérité et revalorisation du mariage font bon ménage ! (2)

Faire échec à ce projet

Ce projet est honteux. Il est injustifiable, et sera compris comme tel, par les militantes féministes comme l'ensemble des femmes qui veulent défendre ce droit élémentaire : leur droit au travail.

Le gouvernement se prépare à faire passer une fois de plus l'inacceptable, et demandera la caution parlementaire avant la fin de l'année.

C'est donc dès maintenant que l'ensemble du mouvement ouvrier doit se mobiliser afin de rappeler à nos gouvernants que le droit au travail des femmes ne se brade pas, et qu'il faut en finir avec l'austérité.

Afin de se battre, femmes et hommes, pour une autre politique ; celle du libre choix et d'un réel accueil pour les enfants, par des prestations qui couvrent les frais de garde et d'entretien des enfants (jusqu'à leur majorité), une réforme de la fiscalité qui supprime le quotient familial ainsi que le développement massif de lieux d'accueil de la petite enfance.

Face aux projets gouvernementaux qui sous couvert de « réforme » sont des instruments de régression, face aux tentatives de montrer aux femmes la voie du sacrifice et du foyer, il y a lieu d'opposer dès maintenant et avec la plus grande énergie, la mobilisation pour la défense des acquis et le droit au travail des femmes.

Danielle Lacoste
Sonia Folloni

1. Cf. *le Monde* du 5 juin 1984.
2. Sur l'ensemble du plan-famille et de la politique familiale, lire *les Cahiers du féminisme* n°24 et n°29 (automne 1984).

FONCTIONNAIRES

Après le 25, le grand silence ?

Le 25 octobre n'a pas fait reculer Le Garrec. Pour le ministre des fonctionnaires, l'heure est toujours à tenir les salaires afin de montrer l'exemple aux patrons du privé. Après le 25, tout reste à faire.

Gouvernement et patronat se sont livrés à une véritable campagne d'opinion contre les fonctionnaires, à l'occasion de leur grève du 25 octobre. Présentés comme des privilégiés parce que possédant un emploi stable, comme des égoïstes et d'affreux corporatistes parce que osant réclamer une augmentation de salaire « quand il y a tant de nouveaux pauvres », les employés de l'Etat sont devenus les immigrés des mass-media.

Au-delà de l'intox unissant dans un touchant ensemble *Libération*, le CNPF et François de Closets, le bilan du 25 octobre est plutôt médiocre.

Le 25 n'était pas la grève générale

Le 25 octobre était conçu par les directions des six fédérations de fonctionnaires comme une journée de 24 heures sans lendemain.

Ce qu'elle a été. Et, bien entendu, Le Garrec, le lendemain, n'a pas reculé d'un millimètre, déclarant à qui voulait l'entendre que l'affaire des salaires pour 1984 était réglée une fois pour toutes.

Pourtant, des secteurs entiers se sont mobilisés, comme les PTT (la plus grosse mobilisation depuis 1974), la santé, remarquée par le nombre de ses manifestants dans les cortèges. PTT et santé connaissent à la fois des attaques sur les salaires et sur l'emploi, ce qui les rapproche des entreprises privées.

Mais la mobilisation a été inégale. L'écart est saisissant entre les cortèges du 25, sensiblement identiques par le nombre à ceux du 8 mars, et le nombre de grévistes réels. Les six fédérations de fonctionnaires n'ont pas fait mieux que les trois qui appelaient voilà sept mois à la grève.

Des phénomènes importants de refus de participer à cette grève se sont développés chez les enseignants, notamment des écoles primaires. Or, les enseignants représentent la moitié des effectifs de la fonction publique.

N'empêche, une dynamique unitaire a commencé à voir le jour. Dans des centaines d'endroits, l'unité a été scellée de la base aux unions départementales. Cette unité a été d'autant plus mobilisatrice que l'ouverture de l'action au secteur privé s'est effectuée, comme à Saint-Brieuc ou Toulon. Dans ces villes, les ouvriers des usines en lutte pour l'emploi, mêlés aux fonctionnaires ont fourni de gros cortèges.

Pourtant, les directions des fédérations syndicales se sont entendues à faire, des cortèges et de cette journée, une action apolitique, aux revendications mal définies. Alors qu'une plate-forme unitaire de défense des salaires aurait dû servir de point de ralliement à toutes les catégories, alors que les fédérations devaient s'adresser à Le Garrec pour exiger de lui qu'il cède, c'est le flou qui a dominé, et l'affirmation de chaque sigle syndical au détriment des autres.

Si la CGT était manifestement plus à l'aise à défiler en l'absence de ministres communistes, la CFDT, en région parisienne, a réalisé une apparition significative malgré les déclarations d'Edmond Maire, proches de celles de l'abbé Pierre.

Et maintenant ?

Celles et ceux qui ont montré toutes les limites de cette journée avant le 25 octobre ne sont pas comptables de son bilan médiocre.

Ils avaient dit par avance : c'est un mouvement prolongé, qui se donne tous les moyens pour gagner, pour faire reculer le gouvernement, dont nous avons besoin, pas d'une 24 heures sans lendemain.

Prenant toute leur place dans la mobilisation unitaire du 25, ils seront maintenant les plus vigilants pour que les fédérations syndicales ne dilapident l'unité mobilisatrice réalisée.

Car, au sommet des fédérations, c'est un silence épais qui entoure la suite du 25.

C'est maintenant, avec le poids de l'expérience toute fraîche, que la voix de celles et de ceux qui veulent faire céder Le Garrec et Fabius sur les salaires peut se faire entendre avec force.

Les unitaires exigeront que les fédérations syndicales n'entament pas début décembre les négociations pour 1985 avant d'avoir liquidé le contentieux de 1984 et des années précédentes.

Ils exigeront qu'un plan de mobilisation pour le mois de novembre soit mis en place unitairement par les fédérations, pour préparer ce mouvement général, prolongé, mobilisant dans l'unité le plus grand nombre.

Gattaz attend l'échec des fonctionnaires. Le 25 octobre n'a pas inversé le cours des choses.

Tout reste à faire.

Jean Lantier

Beaucoup de monde dans la salle, lors de la réunion des fonctionnaires de la LCR à Paris le 25

Une réunion de fonctionnaires avec la LCR

A l'appel de la LCR à venir débattre avec Alain Krivine des suites à donner au 25 octobre, cent cinquante personnes se pressaient dans ses locaux parisiens, le 25 à 14 h 30. Le tract distribué dans le cortège avait donc eu de l'impact et correspondait à un besoin de débat.

Danielle, institutrice dans le XVIIIe arrondissement, après l'introduction d'Alain Krivine, décrit d'emblée le refus de faire cette 24 heures réduite à une demi-journée par les soins de la direction de la FEN, dans beaucoup d'écoles primaires de Paris. Elle montra combien certains instituteurs étaient gênés d'annoncer la grève sur les salaires à des parents d'élèves chômeurs.

Un ouvrier de Rhône-Poulenc Vitry, dont les syndicats avaient appelé au 25, expliqua que cette grève n'était pas si impopulaire que ça dans le privé. Il demanda comment arrêter le cycle infernal de ces directions syndicales qui renvoient la responsabilité de la mobilisation aux travailleurs, et des travailleurs qui renvoient l'ascenseur aux syndicats.

Une camarade travaillant à la ville de Paris déplora la faiblesse de la mobilisation CGT-FEN le 3 octobre contre le budget. D'autre interventions, de Guy, facteur parisien, de Jeanne, des chèques postaux Montparnasse, de militants syndicaux des HLM, des impôts, des Affaires sociales...

Un postier des centres de tri fit état, à la fin de la réunion d'un appel distribué dans le cortège des postiers du central téléphonique Masséna qui exigeait une suite au 25, sachant que cette journée serait insuffisante. Il demandait que ce texte soit connu pour rompre l'éparpillement de celles et ceux qui veulent une suite au 25.

J. L.

Meeting de soutien à la révolution nicaraguayenne

Vendredi 30 novembre. 20 h. Mutualité

Avec Alain Krivine, de retour du Nicaragua et de nombreuses personnalités invitées

HOPITAUX PSYCHIATRIQUES 93

L'action est reconduite

Mobilisés pour les salaires le 25 octobre, les hospitaliers des hôpitaux de Maison-Blanche et Ville-Evrard ont prolongé la grève le 26 et manifesté à deux cent cinquante dans les rues de Neuilly-sur-Marne (93). Ils s'opposent en particulier à la menace de cinquante suppressions d'emploi, à la baisse continue des effectifs, à la remise en cause des avantages acquis (primes, crèches...). Malgré les déclarations gouvernementales le développement de la psychiatrie extra-hospitalière est bloqué pour cause d'austérité et les infirmiers se trouvent trop souvent réduits au rôle de « gardes-fous », quand ils ne sont pas purement et simplement remplacés par du personnel de ménage. Dans les services généraux (ateliers, cuisines...) les directions conjuguent « rentabilisation », et privatisation. Jacques Mahéas, député maire PS, interpellé par les grévistes, a tenté de justifier *« l'effort particulier demandé aux fonctionnaires »*, au nom de *« la crise mondiale »*. Il reconnaissait que *« les fonctionnaires ne sont pas des nantis »*, mais s'est bien gardé de se prononcer sur le projet de budget discuté à l'assemblée. Le PCF soutenait la manifestation par la voix d'un conseiller municipal, regrettant que *« le gouvernement s'éloigne des préoccupations des travailleurs »*. Il préconisait des mesures de lutte contre la fraude fiscale. La LCR dans une déclaration s'adressait aux députés du PCF et du PS pour qu'ils rejettent le budget Fabius, refusant l'argumentation sur *« la crise »* et citant les profits réalisés par Roussel Uclaf (trust pharmaceutique : + 14,3 % en 1983). L'unité d'action CGT-CFDT reprise depuis septembre à Maison-Blanche a permis une mobilisation sans précédent depuis 1977, l'intersyndicale est mandatée pour convoquer une intersyndicale des « secteurs psychiatriques de Paris ». A Ville-Evrard par contre la division syndicale persistait ce 26 octobre et expliquait largement une participation à la manifestation plus faible que le 25, la CGT ayant appelé seule.

Correspondant

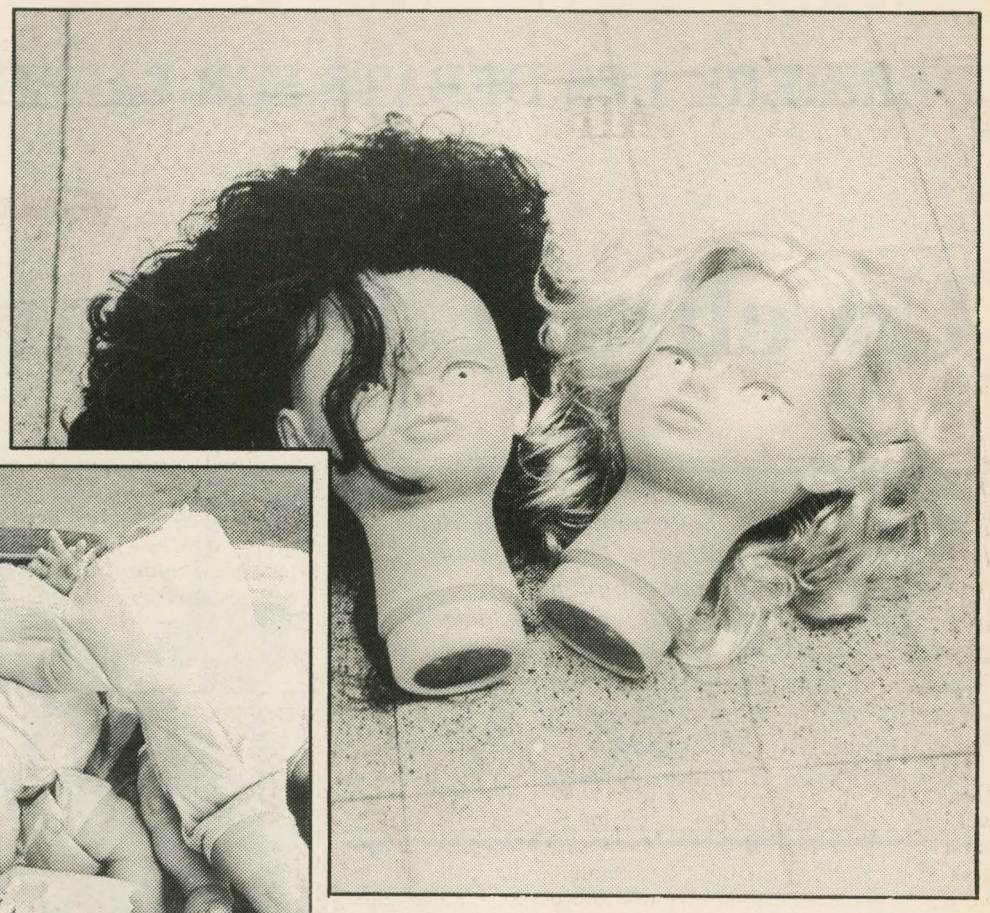
Vient de paraître

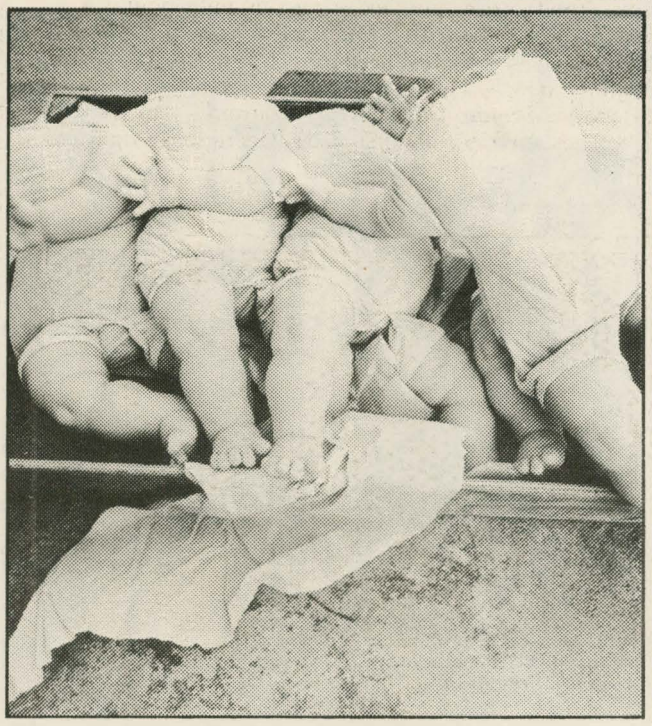
10 francs

POUPEES BELLA

Contre vents et marées

Le gouvernement a visiblement l'intention de liquider le cas des Bella. Les travailleurs de l'entreprise et des Pyrénées orientales ne l'entendent pas de cette oreille.





Contre vents et marées, les Bella continuent à se battre pour leur emploi. Le 23 octobre, le tribunal de commerce refusait la nomination d'un administrateur et prononçait la liquidation des biens avec poursuite de l'activité sous syndic. Quel sens peut avoir cette poursuite d'activité alors que l'usine ne dispose ni de matières premières ni de fonds pour la production ? Quel sens, alors que les pouvoirs publics refusent toute négociation, et que jusqu'à ce jour personne ne s'est manifesté pour la reprise de l'usine ? En fermant ainsi toutes les portes, le gouvernement espère sûrement décourager les Bella de poursuivre la lutte. Mais ni eux ni les travailleurs des Pyrénées orientales ne sont prêts à accepter ainsi 315 nouveaux chômeurs dans le département.

Le 23 octobre, le préfet, croyant sans doute faire une promesse en l'air, s'était engagé à convier les pouvoirs publics à la négociation si les syndicats proposaient une solution pour la continuation de Bella. Les Bella ont pris la balle au bond. Les syndicats ont déposé sur son bureau deux projets prévoyant le maintien de tous les emplois avec le financement des fonds publics. Depuis huit jours, ces propositions sont restées sans réponse.

Les Bella ont donc décidé d'occuper une salle de la municipalité à partir du lundi 29 octobre en conviant les pouvoirs publics à venir y négocier. Les travailleurs des autres entreprises, les organisations du mouvement ouvrier local ont mis sur pied un comité de soutien qui reçoit l'appui de tous. A tel point que madame Soum, députée socialiste, qui répétait jusqu'il y a peu que *« Bella, c'est fini »*, a cru nécessaire elle aussi de venir y ajouter sa signature. Les deux premiers objectifs que s'est donné le comité sont la signature à 10 000 exemplaires d'une pétition de solidarité et l'organisation de douze heures pour les Bella qui auront lieu dans les prochains jours. La CGT, la CFDT, la LCR, le PC et des militants du PS se retrouvent au côté des Bella.

Les Bella ont besoin du soutien de tous à l'heure où l'on tente de leur mettre la tête sous l'eau.

Alors, écrivez-leur, manifestez votre sou tien : Usine Bella, avenue du Languedoc 66000 Perpignan. Tél : (68) 61 24 84.

Laurent Carasso

BIDERMAN

Droit au but

Après deux semaines de grève, les travailleuses du textile obtiennent des améliorations de salaire non négligeables et l'ouverture de discussions sur leurs conditions de travail.

Les travailleuses de l'usine Biderman (textile, 450 salariés), à Hennin Beaumont (Pas-de-Calais), au cœur du bassin minier, sont allées droit au but. Devant le refus patronal de négocier, elles empêchaient, le 15 octobre, tout travail dans l'usine, et bloquaient le magasin de tissus qui alimente les autres sites du groupe (Poix-du-Nord, Valenciennes, la Roche-sur-Yon, Toulouse). Les piquets de grève se tiennent jour et nuit, maris et parents s'occupent des enfants. Les grévistes se réunissent en assemblée générale.

Chez Biderman, le SMIC est le salaire commun. Tout juste si les patrons acceptent d'accorder des primes de rendement en plus. La CFDT, nettement majoritaire, et la CGT ont appelé ensemble à la grève le 9 octobre pour 4 600 francs de salaire minimum, 500 francs pour tous et le treizième mois, la révision des postes de travail et des cadences.

Le tribunal prononce une ordonnance d'expulsion du piquet de grève *« y compris par la force publique »*. Effet en retour, la CFDT Hacuitex (fédération habillement, cuir, textile), et l'UD CGT du Pas-de-Calais, dont le congrès se tient tout près de là, jettent leur poids dans la lutte. Les prises de position de solidarité de syndicats et d'élus se multiplient, débrayages et signatures de pétitions dans toutes les usines du groupe (six mille salariés) s'organisent. Le 21 octobre, les patrons consentent à s'asseoir autour de la table des négociations. Les discussions durent des heures. A minuit, la direction propose toujours des broutilles. Les ouvrières se fâchent et l'empêchent de sortir de l'usine. Changement de ton, les propositions patronales évoluent. A deux heures du matin, un accord est signé. Les salaires augmenteront de 3 % à compter du 1er octobre 1984, et de 1 % en plus des propositions patronales au 1er janvier 1985 et au 1er juillet 1985, une prime fixe de deux cents francs sera versée mensuellement. La convention collective est améliorée sur les jours d'absence pour enfants malades, l'ensemble des postes de travail et les cadences seront revus avec les délégués d'ici mars 1985. La direction tentera de remettre en cause la prime de 200 francs quelques heures après la reprise du travail. Un débrayage massif s'organise immédiatement, les patrons doivent rengainer la menace.

Même dans une branche qui paie très mal et où les patrons appliquent en plus la politique salariale du gouvernement à la lettre, il est possible d'obtenir des augmentations de salaire, tout en refusant la course à la productivité. Est-ce pour cela que le PS, qui dirige la municipalité d'Hennin Beaumont, est resté d'une discrétion qui frise l'absence totale pendant la lutte ? Cela promet en tout cas quelques discussions serrées dans les sections socialistes du coin.

Correspondant

BULL

L'électronique en berne

Après les travailleurs de la téléphonie, ceux de l'électronique ont droit aux plans de licenciements pour les années qui viennent. Les industries d'avenir ont le même goût que les autres.

L'industrie d'avenir ne tient pas ses promesses. Les plans de licenciement dans les télécommunications, Thomson, CIT Alcatel (CGE), CGCT, font des petits dans l'électronique (voir *Rouge* du 19 octobre). C'est au tour de Bull. Alsthom Atlantique (CGE toujours !) annonce la même couleur à l'heure de la robotique, Jeumont Schneider (groupe Empain-Schneider), roi de la téléphonie privée, pourrait bientôt se placer sur la même longueur d'onde. Aux réductions d'emplois chez les utilisateurs des « méthodes modernes de production », robots en tête, s'ajoutent les suppressions de postes chez les constructeurs de matériel.

« Bull côté face, commente l'intercentre CFDT du groupe, *c'est 2 500 salariés, un nom, une image, une marque* (..) *Un potentiel humain et industriel important. Bull côté pile, c'est un groupe qui stagne,* (...) *une politique sociale en régression* (...) *et maintenant un plan de réduction des effectifs. »*

Mardi 30 octobre, les dirigeants du groupe annonçaient neuf cents suppressions de postes au comité central d'entreprise du groupe, et deux cents créations d'emploi. Soit un solde de sept cents postes en perte sèche. Le dégraissage serait réparti sur l'ensemble des sites. Certains sont tout de même « privilégiés ». Le centre des Clayes, dans les Yvelines, devrait perdre deux cents emplois, deux cents postes étant mutés à Belfort : la porte à côté ! L'usine d'Angers connaîtrait également une réduction de deux cents postes environ. Les administratifs sont au premier rang du plan de licenciement. Cela pour une période qui s'étend jusqu'à la fin 1985. La direction est restée muette devant les questions concernant l'année 1986. *« Les orientations prises par les dirigeants du groupe*, commente la CFDT dans son dossier remis à la presse, *vont à l'encontre de l'ambition affichée par les pouvoirs publics de compenser dans le secteur porteur qu'est l'informatique les emplois que l'on perd ailleurs. »* Voire ! Un autre impératif semble dominer dans les couloirs gouvernementaux, à mesure que le temps passe et nous rapproche des échéances électorales du type 1986 : l'équilibre et la rigueur de gestion des nationalisées dont Bull est partie intégrante. Le tout ne pouvant signifier que rentabilité et licenciements pour les têtes chercheuses du gouvernement.

Le plan social présenté par la direction de Bull est frappé lui aussi du sigle de la modernité. Le mot licenciement est remplacé par préretraite à cinquante-cinq ans, reclassement interne — c'est-à-dire déplacement dans une autre usine du groupe —, aide à la création d'entreprise (50 000 francs versés en sus de la prime de licenciement !), formation pendant dix mois rémunérés à 70 % débouchant sur une offre d'embauche. Le remède est connu, il s'étend ces dernières semaines de Renault à Creusot-Loire (voir *Rouge* du 26 octobre) masquant les licenciements réels sous de simples promesses.

La semaine prochaine, à l'appel de leurs organisations syndicales, les travailleurs de Bull doivent débattre de la riposte nécessaire à ces coups bas. Ceux de Thomson et de CIT Alcatel ont déjà montré ces dernières semaines leur refus des coupes claires qui les concernent. L'ensemble des travailleurs de la téléphonie et de l'électronique devraient conjuguer leurs forces contre un plan qui s'attaque à l'ensemble de leur branche.

Michel Morel

DERRIERE LES DEBATS SUR LA « COHABITATION » (1)

Un climat de défaite

Nous commençons, cette semaine, une série d'articles sur l'évolution de la conjoncture politique depuis la constitution du gouvernement Fabius, en juillet dernier. Car, à travers les débats actuels sur la « décrispation » et la « cohabitation », c'est la faillite d'une politique qui transparaît. Elle conduit les travailleurs à un grave échec.

« Où est passée la gauche ? », « La gauche a-t-elle un avenir ? » Ces titres récents de la presse hebdomadaire illustrent bien un climat. Et ce ne sont plus seulement les chefs de file de la droite qui l'alimentent, mais les hommes au pouvoir eux-mêmes. Ainsi, intervenant devant les secrétaires fédéraux de son parti, Lionel Jospin expliquait froidement, à la mi-octobre : *« Nous risquons probablement de perdre les législatives. Mais, rassurez-vous, nous ne resterons pas dans l'opposition pendant un quart de siècle. Nous rebondirons très vite, dès 1988. »*

Existe-t-il plus belle manifestation de cynisme ? Désormais, dans l'opposition comme dans la majorité, on part du même postulat : l'échec de la gauche est inévitable en 1986. Voilà qui contraste singulièrement avec la tonalité de bien des commentaires, cet été.

Une dynamique sans fin

Lorsqu'à la mi-juillet, François Mitterrand nomma un nouveau Premier ministre et lança le projet d'un référendum constitutionnel, certains feignirent, en effet, d'y voir une géniale opération tactique, permettant au pouvoir de reprendre l'initiative face à une droite qui venait de rassembler des centaines de milliers de manifestants pour l'école privée. Et il est vrai qu'en dépit de la rupture de la coalition du PS et du PCF, les grandes manœuvres de l'été démontrèrent à l'opinion l'ampleur des divisions du camp réactionnaire. Mais l'édifice élyséen ne tarda pas à révéler son absence de fondations solides.

La mayonnaise de la décrispation a du mal à prendre

En premier lieu, leurs combinaisons politiciennes ne pouvaient permettre aux gouvernants de regagner la confiance du monde du travail. Et pour cause. Elles consistaient principalement, en multipliant les appels au « rassemblement » et à la « modernisation », à jeter les bases d'une entente avec une fraction de la droite et du grand patronat. Pour les travailleurs, un tel objectif devait nécessairement se traduire par une aggravation de la politique mise en œuvre par les gouvernements précédents.

En deux mois, la liste des trahisons du pouvoir devant les possédants s'est considérablement alourdie, de l'abandon des engagements laïques du candidat Mitterrand, on est passé à un budget de super-austérité, à une attaque brutale contre le pouvoir d'achat des fonctionnaires, à des licenciements en série dans l'automobile ou la construction mécanique, au retour des pratiques d'extradition et d'expulsion des ressortissants étrangers, etc. Aux yeux de tous, l'action du gouvernement Fabius apparaît désormais guidée par une unique préoccupation : faire ses preuves auprès de la classe dominante et faire passer, sans secousses majeures, des mesures qui, sous un régime de droite, provoqueraient des mobilisations populaires massives.

La conséquence de cette politique, c'est le discrédit croissant de l'équipe au pouvoir. Il n'est pratiquement pas une élection partielle que la gauche ne perde. Et les sondages confirment cette dégradation : avec 55 % de désapprobation, la cote de popularité du président de la République est encore plus basse qu'au lendemain des élections européennes du 17 juin. En visite dans le sud-ouest, le 13 octobre, Mitterrand énonçait ce constat aux allures de déroute : *« Les Français ne paraissent pas ravis du film auxquels ils assistent aujourd'hui. »*

Ses pertes à gauche, le gouvernement ne peut les compenser par des gains à droite. Par-delà leurs rivalités, les états-majors du RPR et de l'UDF ont su conserver suffisamment d'unité pour faire échouer les initiatives de Fabius — à commencer par le projet de référendum, qui n'a pu franchir le cap du débat devant le Sénat — et rejeter ses appels à la « décrispation ».

Car Mitterrand et les siens se sont engagés dans une voie sans issue. Chacun des coups portés aux espoirs du 10 mai, loin de conforter leur autorité, a renforcé le camp adverse et a surtout accru la crédibilité de ses propositions.

Plus lucide que les hommes au pouvoir, Jean-François Revel, l'éditorialiste de *l'Express* écrivait le 8 octobre : *« Il est des retournements que le public ne peut comprendre (...) Imaginons que Reagan impose aux agriculteurs américains la collectivisation des terres et le système des kolkhozes, puis leur affirme que par là, il se borne à infléchir de façon tout à fait marginale sa ligne économique initiale ! Même les partisans des kolkhozes ne conserveraient plus guère d'estime pour sa probité intellectuelle. Aujourd'hui, en France, une pratique libérale s'impose à une classe politique socialiste. Nous nageons en pleine schizophrénie. »* La droite, elle, croit aux vertus de la lutte des classes.

La logique de l'échec est aujourd'hui partagée par les deux composantes de l'ex-Union de la gauche. Disposant d'un rôle réduit sous la Ve République, portant seul la responsabilité de la gestion des affaires, privé de ses références stratégiques depuis la rupture de la coalition avec le PCF, le parti de Jospin se cantonne dans un mutisme obstiné. Quant aux dirigeants communistes, ils tentent au plus vite de se démarquer de leur ancien partenaire et de faire oublier leurs responsabilités dans l'action gouvernementale depuis 1981. Mais ils se gardent bien de proposer, à la classe ouvrière, une perspective de mobilisation unitaire et centrale pour battre l'austérité et faire triompher ses intérêts. Ce faisant, eux aussi, acceptent le retour de la droite.

Le mythe du « président rassembleur »

Engagé dans cette spirale infernale, Mitterrand ne trouve d'autre solution que d'accentuer le cours présidentialiste du régime, tournant totalement le dos à celles et ceux qui lui donnèrent la victoire. S'appuyant sur les institutions gaullistes, il postule, plus que jamais, au rôle d'« arbitre » au-dessus des classes et des formations politiques. Ce qui l'amène à envisager publiquement une cohabitation avec la réaction, après 1986. Tel est le sens de son discours d'Agen, le 12 octobre : *« Est-il possible de bâtir un autre scénario avec les mêmes acteurs ou avec d'autres ? C'est aux Français de le dire, ce n'est pas mon affaire aujourd'hui. »*

Voilà l'aboutissement d'une orientation. Celui qui affirmait, jadis, vouloir réconcilier la *« majorité sociologique »* du pays avec sa majorité légale, en arrive maintenant à exalter le « président rassembleur », grand mythe forgé par le fondateur de la Ve République.

Peu importe les prochaines initiatives du chef de l'Etat et de son gouvernement. Une seule chose compte désormais : acceptant l'idée d'une collaboration avec des forces qui ne dissimulent pas leur intention de remettre en cause des acquis aussi élémentaires que la Sécurité sociale et le droit à l'avortement, il se situe dans l'hypothèse d'une défaite de la classe ouvrière. Et c'est cette logique criminelle qu'il convient de battre. Dans l'unité et dans les luttes, avant qu'il ne soit trop tard.

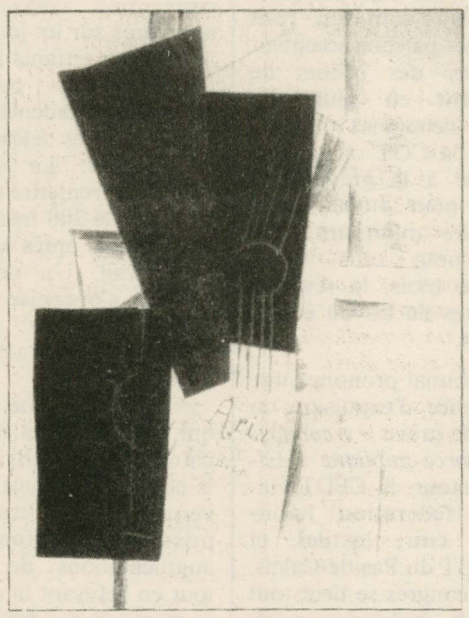
Christian Picquet

♦ Prochain article : « La droite au carrefour ».

Vient de paraître

Michel Leiris

Marxisme et esthétique



Ce livre, au prix de vente de 61 francs est disponible à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis 75011. Vous pouvez aussi le commander à PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil.

CHIFFRES

5,4 %

La hausse des prix de détail pour le mois de septembre s'élève à 0,5 % selon l'indice Insee. Depuis le début de l'année les prix ont augmenté de 5,4 %. Les prévisions gouvernementales, + 5 % en 1984, sont d'ores et déjà dépassées. Fin décembre la progression annuelle s'élèvera donc à 7 % ou plus. La politique salariale du gouvernement et du patronat, elle, reste stable : les salaires baissent.

9,7 %

Si l'on détaille les augmentations de prix depuis le début de l'année, certains postes dépassent nettement les 5,4 %. L'alimentation a augmenté de 9 % et l'habillement de 9,7 %.

67,3 %

Depuis l'année 1980, les prix ont connu une progression globale de 50 %. Certains postes dépassant la moyenne : 63,1 % pour les soins personnels et l'habillement, 65,6 % pour les combustibles et l'énergie, 67,3 % pour les fruits et légumes. Des produits de consommation indispensables et élémentaires, évidemment. Il faut toujours plus pour remplir le « panier de la ménagère ».

107 000

La moyenne mensuelle des journées de travail perdues, selon le langage officiel, c'est-à-dire les journées de grève pour être précis s'élèvent à 107 000 pour les huit premiers mois de l'année 1984. C'est selon le ministère du Travail *« la moyenne provisoirement la plus faible de toutes celles enregistrées »*. Elle était de 110 000 pour l'année 1983, 187 000 pour 1982 et 120 000 pour 1981.

CFDT

Contre la mobilisation générale

Le conseil national confédéral qui réunit les représentants de régions et de fédérations trois fois par an, le parlement de la CFDT, vient de se tenir les 24, 25, 26 octobre. Il n'en est pas sorti grand-chose.

D'un côté la direction confédérale affirme la légitimité de la lutte des fonctionnaires pour le pouvoir d'achat : elle aurait du mal à aller à son encontre... et cela lui vaut quelques gratitudes de la part de telle ou telle direction de fédération. De l'autre côté Jean-Paul Jacquier, le rapporteur désigné, rejette toutes les actions qui *« prendraient la forme d'une mobilisation générale contre le patronat et l'Etat »*. Contradiction ?

Non pas, prétend Jacquier. Pour lui, l'essentiel est d'obtenir l'ouverture d'un *« espace contractuel »* dans *« les fonctions publiques »* : la question *« des effectifs »*, explique-t-il, *n'est plus le bon angle d'attaque pour améliorer le service public »*. Parlez-lui plutôt d'un bon redéploiement des mêmes effectifs. Comme à un chef de service dévoué... dévoué à qui ?

Encore faut-il noter que les revendications de pouvoir d'achat sont reconnues comme légitimes pour les fonctionnaires. Pour les autres... à chacun de bien utiliser avec le patronat, *« l'obligation annuelle de négocier »*. Le rapporteur s'enflamme. *« L'année dernière il y a eu dix pour cent d'accords astucieux, on peut faire plus »*. Astucieux ? Ceux qui mêlent tout : les salaires, le temps de travail, les *« assouplissements réglementaires »*. En effet, selon le rapporteur, un espace contractuel nouveau existe : de l'énorme croissance législative et réglementaire des vingt dernières années, CNPF et CGPME déduisent qu'*« il faut déréglementer »*. La CFDT elle en tire qu'il faut réglementer autrement.

« Vive le syndicalisme ! », s'écrie la direction confédérale qui en do. ne une définition adaptée à la crise : accompagner et négocier la remise en cause des acquis. Logique pour elle ! Et le rapport introductif au conseil national trace assez nettement le contexte sur le plan proprement politique. Il salue comme un *« fait positif l'émergence d'une pratique de coexistence tolérant opposition-majorité »*.

Dont acte : après l'alignement sur la *« guerre au chômage »* façon Mauroy ce sera maintenant la priorité à la *« décrispation »* façon Fabius. Pas de quoi redonner un sens à une activité syndicale en crise.

Pierre Rème

Jacquier, lors de la conférence de presse qui a rendu compte des travaux du conseil national.

Note : la plupart des directions présentes au conseil national ne partagent pas leurs mandats en fonction des débats des syndicats. Dès que l'ensemble des votes sur les amendements et la résolution seront connus il sera cependant instructif de revenir sur ce conseil national confédéral.

CFDT-REGION PARISIENNE

Deux dirigeants démissionnent

Jean-Pierre Bobichon et Marie-Noëlle Thibault quittent leurs responsabilités à l'union régionale Ile-de-France CFDT. Du moins viennent-ils de le faire savoir largement, en faisant parvenir un long communiqué de trois pages à l'ensemble de la presse et par une interview de quinze minutes à FR 3 le 28 octobre.

Moins dirigeant de la région parisienne que représentant en son sein de la direction confédérale, adepte fidèle du « recentrage », Jean-Pierre Bobichon s'en va. Marie-Noëlle Thibault fait de même : son orientation pro-confédérale l'exposait aux mêmes critiques, alors que sa sensibilité féministe et son implication dans certaines mobilisations immigrées ne lui apportaient pas un très ferme soutien de la direction confédérale (1). *« Ce départ*, écrivent-ils, *illustre la crise grave que traverse la région Ile-de-France CFDT. »* Pour tenter de l'expliquer, ils font référence aux spécificités sociales de la région parisienne : *« Une région en perpétuelle mutation, en perpétuel mouvement »*. Mais à l'évidence, l'essentiel est ailleurs : *« En premier lieu, l'implantation de cette structure à Paris, à proximité de la confédération, l'existence dans la région d'une forte concentration de syndicats oppositionnels (...) en ont toujours fait un enjeu pour ceux qui cherchent à déstabiliser la CFDT. »*

Diable ! L'accusation va loin... Interrogé, l'actuel bureau régional souhaite avant tout se consacrer au débat avec les militants et les adhérents. Dans un communiqué de presse, il rappelle seulement que les désaccords au sein de l'union régionale remontent à plusieurs mois et souligne que l'appel unitaire à manifester le 25 octobre, lancé avec la CGT et la FEN, provient d'une démarche interne, au cours de laquelle toutes les structures syndicales concernées ont eu les moyens de s'exprimer. Ces seules informations, il est vrai, tranchent suffisamment avec ce qui s'était produit en février et mars dernier. N'avait-on pas vu le secrétaire général, Jean-Pierre Bobichon, chercher à faire échouer une convergence des cortèges de fonctionnaires en février et une manifestation au même endroit le 8 mars ?

Ces quelques souvenirs, comme ceux liés à la passivité de la direction régionale interprofessionnelle au moment des grèves de Talbot ou de Citroën, suffisent pour ramener à sa juste signification l'explication fournie par les démissionnaires. Il vaut cependant la peine de les citer. *« Une convergence de fait*, expliquent-ils, *s'est créée avec des forces d'extrême gauche présentes dans la CFDT, où elles défendent depuis des années des positions idéologiques archaïques et sur une politique revendicative centrée essentiellement sur la défense des avantages acquis. Cette convergence*, soulignent-ils, *a trouvé écho de fait parmi des militants y compris en responsabilité et que l'on ne peut qualifier de basistes. »* Entre deux congrès régionaux — le prochain étant en janvier 1985 —, cela s'appelle simplement un changement de majorité ; dû, en apparence, à de grosses structures syndicales : on voit mal qu'une « convergence » puisse avoir de tels effets si elle était restée cantonnée à *« quelques militants basistes »*.

« Les modernes », vaincus par l'alliance de *« représentants de secteurs professionnels et interprofessionnels en difficulté »*, qui *« ont tendance à s'accrocher au passé »* (sic !), avec des *« forces d'extrême gauche et des basistes »* ? On a du mal à comprendre. Heureusement, les deux démisisonnaires précisent eux-mêmes ce qu'ils veulent : *« Le syndicalisme ne doit pas être réduit à la seule image par trop caricaturale d'un syndicalisme de classe et de masse. »*

Ils opposent à ce syndicalisme diverses activités réalisées par la région parisienne CFDT ces dernières années. Initiatives qui n'étaient en rien la propriété de tel ou tel membre de la direction, et que de nombreux syndicats incluent dans un *« syndicalisme de classe et de masse »* :

« La participation aux états-généraux sur le travail des femmes aux côtés de diverses composantes du mouvement féministe... le soutien à la marche pour l'égalité des droits en 1983, la lutte pour la régularisation des travailleurs sans papiers » de 1979 à 1982.

S'il y a eu *« réaction de rejet »* comme l'écrivent Jean-Pierre Bobichon et Marie-Noëlle Thibault, il paraît difficile de croire que ce soit pour ces activités syndicales-là. Eux-mêmes d'ailleurs cherchent à lancer une « chasse aux sorcières », qui est plus banale : *« Des militants et militantes de la CFDT ont une démarche au sein de l'organisation plus politique que syndicale, où la confusion des rôles et des responsabilités se réalise en permanence, ce faisant c'est la conception léniniste des rapports partis-syndicats qui l'emporte (...) De ce point de vue et dans l'intérêt de l'organisation, il y a des synthèses qui ne peuvent pas s'opérer. »*

Rejet du *« ronron syndicalo-syndical »*, comme l'écrivent les démissionnaires ? Ou bien rejet d'*« un syndicalisme de classe et de masse »* comme ils l'écrivent aussi ? Une chose est certaine : ils ne « modernisent » pas beaucoup l'argumentation, et la dénonciation de l'extrême gauche leur semble une bonne façon d'éviter un débat d'orientation syndicale sérieux.

Reste à savoir si cet épouvantail fera oublier à beaucoup de militants l'état du syndicalisme et leur volonté de le remettre sur ses rails.

P. R.

1. Alors qu'elle se présentait pour compléter la commission exécutive confédérale, elle devait enregistrer que les deux tiers des voix du bureau national votaient contre, il y a quelques mois.

Vient de paraître

AUX ORIGINES DE LA REVOLUTION ALGERIENNE

Le 1er novembre 1954

Il y a trente ans, le 1er novembre 1954, débutait l'insurrection algérienne. Les fils de la Toussaint imprimèrent ce jour-là un cours nouveau à la lutte du peuple algérien pour sa libération nationale et sociale du joug de l'impérialisme français.

Le dimanche 31 octobre 1954 avait été marqué pour les sportifs algérois par la cinquième journée du championnat de football. Il faisait beau et les stades furent bondés. Les journaux parlaient de soucoupes volantes. En « métropole », les députés attendaient la rentrée parlementaire ; la droite comptait interpeller Mendès-France, le président du Conseil, à propos de *« l'abandon des comptoirs français de l'Inde »*.

L'Algérie avait été à la une de l'actualité avec le tremblement de terre d'Orléansville, dont le bilan chiffré éclaire le tremblement social qui se prépare : quarante victimes européennes pour mille quatre cents Algériens ; quinze jours après, de nombreuses mechtas n'avaient pas encore reçu le moindre secours. Un mois et demi plus tard, mille cinq cents familles dorment toujours à la belle étoile parce qu'elles n'ont pas même perçu une tente, et la saison des pluies commence.

Un saut dans l'inconnu ?

Mitterrand, ministre de l'Intérieur, de retour d'Orléansville, souhaite que l'on applique enfin le statut de 1947. Ce compromis hybride et incohérent reconnaît l'Algérie comme *« un groupe de départements »* doté d'une personnalité civile et financière où cohabitent deux catégories de citoyens, les vrais Français et les Français locaux. Un million d'européens pésent autant que huit millions d'Algériens. Les « élections à l'algèrienne » sont partout synonyme de bourrage d'urnes.

Mais le ministre de l'Intérieur s'attache avant tout à rassurer des colons hostiles, déclarant *« de toute manière, je peux l'affirmer, la présence française sera maintenue dans ce pays, nous n'avons aucune idée révolutionnaire : nous n'avons pas l'intention de faire un saut dans l'inconnu. »*

Le 1er novembre au matin, on découvre avec stupeur *« qu'une trentaine d'attentats d'inégale gravité ont été commis par de petits groupes terroristes »* sur l'ensemble du territoire. Entrepôts, gendarmeries, postes militaires, fermes de gros colons ont été visés comme autant de symboles de la présence coloniale et de mystérieux combattants de l'ombre sont simultanément passés à l'action.

La presse incrimine « la main de l'étranger » ; des actions armées ont éclaté depuis plusieurs mois au Maroc et en Tunisie, Dien-Bien-Phu est tombé au mois de mai, les Egyptiens ont renversé Farouk depuis moins de deux ans. Surprise de voir les Algériens refuser l'honneur qu'on leur fait en leur promettant de devenir un jour des sous-citoyens français, la presse redoute pourtant la dynamique qui vient de s'enclencher et dont, comme l'écrit *l'Aurore*, *« le communisme sera en dernière analyse le véritable bénéficiaire »*.

Les fils de la Toussaint

Ces actions du 1er novembre n'ont évidemment rien de spontané, ni « d'étranger ». Elles sont le produit de la réflexion d'une avant-garde confrontée aux impasses du réformisme et qui tire les leçons des premières victoires remportées par la révolution coloniale, en particulier dans cette Indochine jusque-là française. Ces hommes que ni les gouvernants ni la grande presse ne connaissent, que peu de militants de la solidarité anti-impérialiste ont cotoyés, sont issus de l'organisation majoritaire chez les Algériens, le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), couverture légale du Parti du peuple algérien (PPA) à l'orientation populiste radicale et dont la base est essentiellement plébéienne.

Né dans l'immigration ouvrière en France sous le nom d'Etoile nord-africaine (ENA), proche du PCF dans les années vingt, il avait été dissous par la Chambre du Front populaire une première fois en 1937, et une seconde fois en 1939 sous l'appelation de PPA.

Alors que l'on continuait d'évoquer en son sein la nécessaire préparation de l'insurrection, les massacres de Sétif qui avaient fait 45 000 morts en 1945, la participation aux mascarades électorales, les tentatives de collaboration avec le maire « libéral » d'Alger, tendaient de plus en plus à cantonner les discours maximalistes aux seuls meetings des jours de fêtes. Un petit réseau de notables « réalistes » commençait à se constituer sous couvert d'un accumulation préalable de forces et d'utilisation de toutes les tribunes.

Le passage à la lutte armée

Le MTLD était en crise, partagé entre son fondateur, Messali Hadj, gagné par l'autoritarisme, gardant un vocabulaire gauche mais faisant des concessions au conservatisme musulman, et la majorité du comité central attaché au légalisme — même qualifié de tactique — engageant le mouvement dans un réformisme revendicatif, reléguant la force vive des paysans paupérisés au rôle d'appoint et de pression pour des manœuvres politiciennes à courte vue.

Les fellahs commençaient à prendre leurs distances. Ce que les « centralistes », partisans du comité central, analysaient comme un reflux était en fait tout autre chose, comme en témoigne Robert Davezies : « Un responsable MTLD montait dans un village pour le marché, pour son travail politique. Il était arrêté en plein marché. Les fellahs disaient "Ce n'est pas la méthode, ça. Voyez-le avec les menottes, il nous faut des armes" (1). »

Le mérite du groupe de cadres moyens qui allaient déclencher l'insurrection et construire le Front de libération nationale (FLN) fut de comprendre cette situation et de proposer dans l'action une issue et un dépassement de la querelle des chefs. Venus de l'Organisation secrète (OS), le service de protection du MTLD, eux-mêmes sélectionnés pour l'hypothétique insurrection du lendemain, ils s'étaient organisés de manière autonome, à travers le comité révolutionnaire d'Unité et action, et entendaient dans la lutte armée pour l'indépendance unifier les forces jusque-là stérilisées du nationalisme algérien.

J.-M. Freyssat

1. *Le Front* (éditions de Minuit).

Ce qu'ils ont dit

« La répression sera limitée aux seuls coupables. Nous éviterons les représailles. Mais les sanctions seront sans faiblesse. Tous les moyens ont été mis en œuvre pour assurer le maintien de l'ordre. Nous acheminerons toutes les forces nécessaires et même plus... On ne transige pas quand sont en cause la paix de la nation et l'unité de la République. L'Algérie est française depuis longtemps et elle n'a jamais marchandé les preuves de son attachement à la France. Il n'est pas de sécession concevable. Cela doit être clair. Le Parlement ne cédera jamais sur ce principe fondamental. »

Le président du Conseil, Mendès-France, le 12 novembre devant le Parlement.

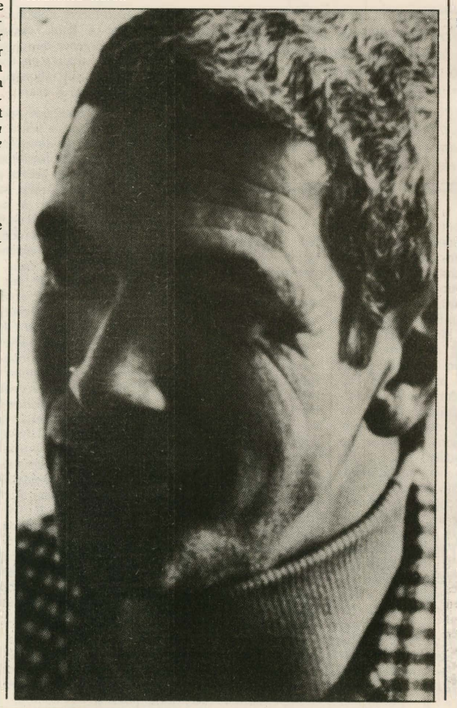
« Je n'admets pas de négociation avec les ennemis de la patrie. La seule négociation, c'est la guerre. »

Le responsable du maintien de l'ordre, Mitterrand, le 5 novembre devant la commission de l'Intérieur.

« En de telles circonstances, fidèle à l'enseignement de Lénine, le parti ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux. »

Le PCF, dans sa déclaration du 8 novembre, reproduite par « les Cahiers du communisme » (novembre 1954).

Mohammed Harbi.



A lire

- Mohammed Harbi, *Aux origines du FLN, le populisme révolutionnaire en Algérie* (éditions C. Bourgeois, 1975). Cet ouvrage, précédé d'une chronologie détaillée et suivi de nombreux documents, tente d'expliquer la scission du PPA-MTLD et les origines du FLN.
- Mohammed Harbi, *le FLN mirage et réalité. Des origines à la prise du pouvoir* (éditions Jeune Afrique, 1980). L'auteur élargit son travail précédent en le prolongeant jusqu'à l'indépendance. Ces deux ouvrages donnent un point de vue marxiste d'un ex-responsable du FLN, aujourd'hui en exil.
- Mohammed Harbi, *la Guerre commence en Algérie* (éditions Complexe, 1984). Un condensé des deux précédents ouvrages, sorti pour le trentième anniversaire de l'insurrection.
- Yves Courrière, *la Guerre d'Algérie* (éditions Fayard). En quatre volumes, un récit vivant, fourmillant d'anecdotes, de huit années de guerre.
- Hervé Hamon et Patrick Rotman, *les Porteurs de valises* (éditions Albin Michel, 1979 et Poche Seuil). Un remarquable ensemble sur les événements vus de la métropole, en particulier les réactions de la gauche, du mouvement ouvrier et de son avant-garde. Une part de notre histoire.

Les six chefs historiques à Alger, huit jours avant le déclenchement du 1er novembre. Debout de gauche à droite : Boudiaf, Didouche Mourad, Ben Boulaïd et Rabah Bitat. Assis de gauche à droite : Ben M'Hidi et Krim Belkacem.

INTERVIEW MOHAMMED HARBI

Une rupture dans une société bloquée

Mohamed Harbi est né dans le Nord-Constantinois en 1933. Il adhère au PPA-MTLD à l'âge de quinze ans et deviendra membre de la direction de la fédération de France du FLN. Après avoir occupé les fonctions de secrétaire général au ministère des Affaires extérieures puis de conseiller à la présidence de la République après l'indépendance, il est emprisonné pendant cinq ans sans jugement pour son opposition au coup d'Etat de 1965. Il vit en exil en France depuis 1973.

• Le premier novembre, un groupe aux effectifs restreints déclenche la lutte armée qui débouche sur sept années et demi de guerre et, finalement, l'indépendance. Comment l'expliquer ?

Pour expliquer la profondeur de la rupture qui s'est opérée, il faut tenir compte de l'expérience politique en Algérie qui s'est faite sur un fond d'opposition totale à la colonisation. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, elle s'est radicalisée à une vitesse inattendue. Jusqu'en 1937-1938, à part à Alger et quelques autres villes, les nationalistes radicaux étaient des groupuscules. Au lendemain de la guerre ils sont apparus comme la force principale.

Les tensions dans le pays étaient très grandes et la société algérienne était bloquée sur le plan politique puisque aucune des réformes décidées n'était appliquée. Cela a disqualifié toutes les forces qui cherchaient une voie médiane sans trouver de répondant sur lequel s'appuyer. Même les réformistes doutaient de ce qu'ils proposaient faute d'avoir en France quelqu'un au niveau gouvernemental ou au niveau des partis politiques capable de garantir qu'une autre issue était possible. De l'autre côté, la menace pour les colons était telle que dans leur camp, les forces intermédiaires étaient tout aussi disqualifiées. Les plus durs étaient sur le devant de la scène et on a vu se réaliser une polarisation. Les chances d'une évolution graduelle ont rarement existé en Algérie. Avec ce qui se passait dans le reste du Maghreb, ce qui commençait à changer au Moyen-Orient, il était évident a posteriori, que celui qui « oserait » briserait les médiations politiques à son profit. A partir d'août 1955, il n'y avait plus de possibilité de regarder en arrière.

• Quelle a été la réaction des masses en Algérie même ?

Il y a d'abord eu des zones qui se sont engagées massivement par exemple dans les Aurès où ce sont les vieilles structures qui ont servi de support. Des tribus entières se sont engagées : leurs enfants étaient entrés dans la lutte armée, les parents les ont suivis. L'appréciation suivant laquelle les Algériens ont commencé par rentrer la tête dans les épaules n'est vrai que pour certaines régions traumatisées par la scission du MTLD.

La colonisation a fait le reste.

• Qu'est-ce qui a modifié cette réaction ?

Les actions armées, la guerre, ont supprimé l'espace pour les luttes légales. Le grand tournant se situe en août 1955 avec l'insurrection du Nord-Constantinois. Il n'y avait plus que deux camps. Du côté algérien, les couches qui étaient attirées par des positions conciliatrices ont été brutalement remises en question. Leurs partis en ont conclu qu'il valait mieux aller vers les insurgés et leur faire accepter une révolution plus ordonnée, moins violente, une révolution par le haut.

• Comment apprécier l'importance respective des mobilisations de masse et des actions militaires ?

L'Algérie a une donnée un peu caractéristique : les organisations politiques se sont effacées devant les groupes armés. C'est à partir des groupes armés que se sont reconstituées les structures de combat et la colonisation a fait le reste en cassant totalement le mouvement syndical. Elle a désencadré le MNA et en partie le PC algérien.

L'Algérie s'est donc retrouvée rapidement sans parti de type civil mais avec des organisations armées dotées de nombreux réseaux. Au fur et à mesure que la guerre se développait, la population était totalement acquise à l'idée de l'indépendance, mais sans qu'il y ait de cadre qui lui permette de s'exprimer. C'est au moment où les structures militaires s'affaiblissent, en 1960, que le mouvement de masse occupe le devant de la scène. Il apparaît, même si son autonomie a été exagérée, comme un relais des luttes des maquis. C'est en raison de cette autonomie incomplète que les structures militaires ont pu reprendre rapidement le dessus sur le mouvement de masse.

• Qu'entends-tu par autonomie incomplète ?

Il s'agissait avant tout de mouvements de foule, sans structuration, qui n'avaient pas pour objet de dire : *« Voilà ce que nous voulons »*, mais de dire *« Nous faisons confiance au gouvernement provisoire de la République algérienne et à l'Armée de libération nationale »*. Ils se créaient pour donner plus de représentativité à la direction et constituaient une délégation de pouvoir.

• Tout cela conférait une légitimité au FLN ?

Les résistants avaient une légitimité mais ce ne sont pas les gens qui avaient une légitimité forgée dans le feu des luttes à l'intérieur du pays qui ont émergé au lendemain de l'indépendance. C'est une armée formée sur le modèle classique, à l'extérieur des frontières, qui s'est imposée. L'immense majorité des willayas était faite de nationalistes qui étaient aussi de vrais populistes avec une volonté d'égalitarisme.

Les mobilisations populaires

• Y avait-il des éléments pour que le processus révolutionnaire se développe ?

Dès 1961 et à la veille du cessez-le-feu, dans toutes les couches de la population, l'idée de l'appropriation de l'Algérie avait fait son chemin. C'est là le germe des luttes qui se sont développées sur le fond de la crise du FLN. Ce mouvement était largement auto-porté.

• Les autres villes ont-elles connu des mobilisations comme celles d'Alger en décembre 1960 ?

Beaucoup de villes en ont connu avec moins d'audience à l'extérieur. Ce qui a pris de l'importance aux yeux de l'opinion en France ce sont les manifestations dans les grandes villes à majorité européenne. A l'intérieur, dans le Constantinois, toute la population est descendue dans la rue mais personne n'en a parlé parce que de toute manière ces villes étaient à elle, c'était quelque chose de naturel. Beaucoup de choses se sont passées dans ces villes qui expliquent la tenacité de la révolution.

Les plébéiens au-devant de la scène

• Trente ans après le 1er novembre, quelles leçons en tirer ?

L'Algérie s'est renouvelée. Il y a une structuration sociale nettement plus poussée qu'auparavant, mais dés qu'il s'agit de la dynamique de la protestation sociale, ce sont toujours les plébéiens, même à travers le mouvement islamiste, que l'on retrouve sur le devant de la scène, même s'ils peuvent être encadrés par des éléments des couches moyennes.

leur radicalisme était extraordinaire et ce mouvement plébéien n'a été, en définitive, qu'un relais dans la marche au pouvoir de tous les groupes qui ont prospéré depuis la colonisation, qui détenaient un peu l'avoir et la culture. Cette prépondérance plébéienne explique très bien le côté messianique du mouvement.

L'investissement massif de ces couches explique aussi qu'il n'y ait pas eu d'autres forces sociales capables de garantir les intérêts de la colonisation ou de s'y associer d'une manière ouverte. Les signes de la domination française devaient disparaître d'autant plus vite que, dans la conscience des masses, toutes les mésaventures de l'Algérie reflétaient l'égoïsme des couches cultivées. On trouvait dans ce mouvement une constante, encore présente : il voulait une « communauté d'égaux », c'est-à-dire en fait, une société débarrassée des antagonismes de classe.

Cette vision se trouve hypothéquée par une aspiration à une économie égalitaire mais de type redistributive avec au-dessus un Etat islamique juste. Mais cet Etat islamique relève du fantasme, personne n'en a une idée claire. Cette vision peut donner une force extraordinaire au mouvement islamiste mais elle débouche sur une impasse.

Propos recueillis par Jean-Jacques Laredo

28 OCTOBRE

Tirer les leçons d'un échec

La marche pour la paix du 28 octobre ne restera pas dans les mémoires. Quinze mille participants selon la police, trente-cinq mille selon la presse, trois cent cinquante mille selon le PCF : les médias sont pour une fois dans le vrai.

La lutte pour la paix, contre le surarmement et les budgets de guerre reste plus que jamais à l'ordre du jour. Mais le PCF a délibérément gommé les thèmes les plus mobilisateurs pour ne retenir avec l'Appel des cents que la formulation d'une aspiration générale à la vie et à la paix, adressée à tous les gouvernements de la Terre. Difficile d'imaginer un contenu plus neutre. Or, le mouvement pacifiste, ici comme ailleurs, a besoin d'objectifs concrets pour se faire entendre. Ce n'était pas le cas le 28 octobre.

Les responsabilités du PCF

De la même manière, l'expérience de tous les autres pays européens l'atteste, un mouvement de masse pour la paix ne peut exister en dehors d'une intervention unitaire permanente dans les entreprises et les quartiers, ne serait-ce que pour réduire les effets du matraquage en règle des médias aux ordres des forces militaristes de la droite ou du gouvernement. Or, l'Appel des cent ne ressemble en rien à un mouvement de masse unitaire et démocratique. Ainsi, quand ont été réunies les personnalités signataires de l'appel pour préparer la marche ? Ainsi, quand ont été réunies les organisations soutenant cette initiative ?

De fait, la direction du PCF a cru qu'il lui suffisait de préserver les apparences et de compter avant tout sur ses propres forces pour assurer le succès de masse de la marche. Erreur funeste dont l'ensemble des courants pacifistes feront les frais et ce d'autant qu'à l'évidence les capacités de mobilisation d'un PC en crise sont aujourd'hui très réduites, y compris dans le cadre d'une manifestation programmée de longue date.

Comment repartir ?

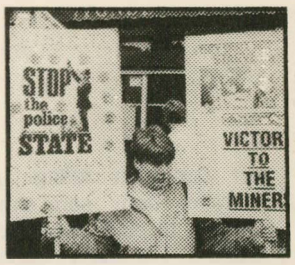
Rien ne serait pourtant plus dangereux que de s'abandonner au renoncement en constatant l'ampleur à la fois de la tâche et des difficultés. D'autres échéances attendent l'ensemble du mouvement pacifiste en Europe. Il y aura quarante ans l'an prochain, que les villes d'Hiroshima et Nagazaki auront été rayées de la carte par les premiers bombardements nucléaires de l'histoire de l'humanité. La réactivation, décidée la semaine dernière, de l'Union de l'Europe occidentale, à l'initiative des gouvernements français et allemand, est porteuse d'un nouvel effort de surarmement de l'OTAN en Europe. Les menaces d'intervention directe des troupes américaines contre le peuple nicaraguayen se précisent chaque jour davantage. Quant au gouvernement français, il fait payer de plus en plus cher aux travailleurs et à la jeunesse sa folle politique de surarmement qui va coûter au pays la bagatelle de cent cinquante milliards de francs cette année.

Autant d'échéances qu'il s'agit de préparer activement, de manière unitaire et en liaison avec les forces du mouvement antiguerre européen. Telles sont les perspectives que défendront les militants de la LCR, en particulier au sein du Mouvement de la paix et auprès du CODENE. C'est à ce prix que les jeunes — dont une vingtaine de soldats — de loin les mieux représentés, et beaucoup d'autres avec eux, trouveront les moyens d'agir plus efficacement à l'avenir pour la paix.

Jean-Louis Michel

Manifestation du 28 octobre à Paris

La LCR soutient les mineurs britanniques en grève



La LCR apporte son soutien aux mineurs britanniques en lutte. Leur lutte est un exemple pour les travailleurs confrontés aux gouvernements réactionnaires et aux politiques d'austérité. La démobilisation n'est pas fatale. Ils montrent la voie nécessaire : celle de la mobilisation tous ensemble. Par notre soutien, nous les aidons à vaincre. □

A Vitry - sur - Seine

Quatre-vingts personnes sont venues débattre à Vitry-sur-Seine, le 23 octobre, avec Alain Krivine, deux mineurs britanniques et une femme de gréviste. C'est indéniablement un succès pour la section de la LCR de Vitry que d'avoir réuni ces quatre-vingts travailleurs de Rhône-Poulenc, de Renault-Choisy, de la centrale EDF, des PTT ou encore des enseignants et d'avoir collecté 2 750 francs pour la solidarité financière.

Succès malgré les obstacles. La municipalité dirigée par le PC depuis soixante ans, un *« modèle de démocratie locale »*, ne distribue les salles que dix jours avant la date prévue pour les meetings de la LCR.

Une foule de questions furent posées : *« Quelles perspectives, après huit mois de grève ? », « Sur quels alliés le Syndicat national des mineurs (NUM) peut-il compter en Grande-Bretagne, en Europe ? », « Cette lutte peut-elle gagner ? », « Comment la conscience des femmes a-t-elle progressée dans le processus d'auto-organisation ? ».* Les réponses des camarades mineurs montrèrent l'enjeu de cette lutte, les perspectives politiques ouvertes par leur grève à l'ensemble du mouvement ouvrier, l'immense espoir que cela suscite chez les jeunes, les femmes et les militants pacifistes. Une vraie leçon de choses sur la lutte contre l'austérité capitaliste !

Correspondant

Dans la rue

Par deux fois, nous étions dans la rue avec une délégation des mineurs de Bold (près de Liverpool). Le 25 octobre, lors de la manifestation des fonctionnaires, la délégation était très explicite : *« Nous luttons contre le chômage, contre l'austérité, vous aussi. » « Avec votre aide, nous pouvons gagner. Solidarité internationale. »*

Leur appel a été entendu des fonctionnaires. Les manifestants ont donné de bon cœur. La délégation a recueilli 3 500 francs.

Dimanche, sous un ciel menaçant, c'est aux manifestants pour la paix que les mineurs se sont adressés. *« Thatcher dit qu'elle n'a pas d'argent pour l'industrie, qu'elle n'a pas d'argent pour les mineurs. Mais de l'argent, elle en a pour l'armement. Des emplois, pas des bombes. »*

Certains membres du PC, en voyant le sigle de LCR, remettaient leur billet dans leur poche. Tous n'ont pas eu ce réflexe sectaire. Comme le disait un manifestant : *« Ils ont raison. Il va falloir nous y mettre aussi. »* Résultat de la collecte : six mille francs.

A Renault - Billancourt

25 octobre, 13 h 30, à Renault-Billancourt. Les premiers travailleurs de l'équipe d'après-midi arrivent rue Emile-Zola. Une dizaine de militants de la LCR accompagnent la délégation des mineurs. *« Travailleurs de Billancourt, nous sommes en grève depuis huit mois, sans salaire, en butte à la répression policière journalière, pour sauver nos emplois, pour un droit humain élémentaire : le droit au travail. » « Grâce à la solidarité des travailleurs du monde entier, nous gagnerons. »*

Les militants LCR de l'entreprise faisaient ensuite le lien avec les menaces sur l'emploi dans l'automobile : *« Les licenciements, c'est ce que nous promet le rapport Dalle. Nous aussi il va falloir lutter. Soutenons les mineurs en lutte. »* Les militants de Lutte ouvrière étaient présents. Mille cinq cents francs ont été récoltés.

A l'Ageca à Paris

Cent vingt personnes répondront présent à l'invitation de la LCR à venir débattre avec les mineurs de leur lutte. Dennis retracera les différents étapes de la grève et la radicalisation en cours dans les rangs du syndicat et du Parti travailliste. Il s'agit de lutter pour l'emploi — *« réduction du temps de travail et avancement de l'âge de la retraite »* — mais aussi pour un *« vrai gouvernement socialiste qui mènerait une politique au service des intérêts ouvriers, avec des députés contrôlés par la base ».*

Susan décrivait l'évolution de la participation des femmes de mineurs à la lutte qui ne se cantonne pas dans les « œuvres charitables » mais s'étend à la participation aux piquets de grève. Aujourd'hui, un véritable mouvement des femmes de mineurs s'est organisé et s'est imposé comme tel auprès des syndicats.

La soirée fut trop courte. Elle permit néanmoins aux mineurs de répondre aux principales questions sur les perspectives de la lutte : *« Aucun compromis n'est possible avec Thatcher. »*

POLOGNE

Le nouveau crime du régime

Le prêtre Jerzy Popieluszko a été assassiné pour avoir défendu sans relâche le droit des travailleurs polonais à s'organiser au sein de leur syndicat Solidarnosc. Que ce meurtre ait été une provocation au premier ou au troisième degré, que les assassins aient voulu par leur geste manifester leur désaccord avec la politique de Jaruzelski ou s'en prendre à ceux qui ont pris fait et cause pour les droits des travailleurs, ne change rien à l'affaire. Ce meurtre n'est pas, comme l'a dit Walesa, *« une saloperie que quelqu'un a fait à nous tous, du Premier ministre à l'homme de la rue »*. Car c'est un défenseur de *« l'homme de la rue »* et non un émule du Premier ministre qui a été tué.

Ce meurtre s'inscrit dans la longue liste d'assassinats, de tortures et d'arrestations organisés par le coup d'Etat du 13 décembre 1981. Répression légale et coups de mains paralégaux se sont multipliés depuis. Et comment ne pas faire le lien entre la campagne de haine orchestrée dans les médias par le porte-parole de Jaruzelski contre Popieluszko et l'assassinat de ce dernier, entre son arrestation en décembre dernier sous des prétextes fabriqués de toutes pièces et sa mort. Le meurtrier aurait-il agi de son propre fait, la responsabilité du régime n'en serait pas moins éclatante.

C'est ce qu'ont bien compris les militants de Solidarnosc de Huta Warszawa qui avaient appelé à l'action dès que l'enlèvement du prêtre fut connu, suivis en cela par d'autre structures syndicales clandestines.

L'assassinat de Popieluszko met également en valeur la crise qui traverse l'appareil de la bureaucratie. Forcé par la pression populaire à découvrir l'assassin (un capitaine de sa police politique), Jaruzelski cherche par la même occasion à se débarrasser de certains bureaucrates qui ne font pas partie de sa clique. Pour cela, il a besoin de calme social, il lui faut calmer les esprits. Walesa a raison de dire que les travailleurs n'ont pas à se mêler de ces luttes de cliques au sommet du pouvoir. Mais pour cela, pour ne pas servir de masse de manœuvre à tel ou tel clan bureaucratique, les travailleurs doivent pouvoir parler de leur propre voix, se mobiliser de manière indépendante, et non, comme le fait Walesa, reprendre à leur compte les arguments des bureaucrates.

Les appels au calme de Lech Walesa rejoignent ceux du primat Jozef Glemp. Mais ils ne correspondent guère aux sentiments des travailleurs. Ainsi près de cinquante mille personnes rassemblées devant l'église Saint Stanislas (dont Popieluszko fut le curé) écoutaient l'enregistrement des dernier sermons du prêtre assassiné : *« Dans la lutte pour la vérité, il faut parfois payer de sa personne »*... Entre ces deux réactions, celle de Glemp qui appuie la bureaucratie en difficulté et celle de nombreux prêtres de base qui, à l'instar de Popieluszko, appuient les aspirations populaires, il y a un gouffre.

L'assassinat de Popieluszko ouvre une période d'instabilité en Pologne. Mais pour que les travailleurs puissent profiter de cette situation, imposer leurs revendications et arracher des conquêtes, il leur faudra résoudre la crise de direction de Solidarnosc, dont les appels contradictoires de Lech Walesa et des diverses structures syndicales de base sont l'expression.

Cyril Smuga

Helmut Kohl, en compagnie de Ludwig Ehrardt, à la tribune d'un congrès du CDU en 1977.

RFA

Kohl pris la main dans le sac

Le groupe Flick, l'un des plus puissants trusts capitalistes européens, achetait les dirigeants de Bonn à coups de millions de marks. Une édifiante leçon de choses sur le fonctionnement normal de la « démocratie » bourgeoise.

La crise politique qui affecte la coalition démocrate-chrétienne et libérale au pouvoir en Allemagne fédérale est la conséquence d'un énorme scandale politico-financier qui débute en 1975. Le groupe Flick, trop confiant dans les solides amitiés politiques qu'il s'était octroyé en achetant les notables de la démocratie chrétienne (CDU-CSU) et du parti libéral (FDP) — sans oublier d'arroser à une moindre échelle la social-démocratie (SPD) —, essaya alors d'échapper à l'impôt frappant les transactions financières.

La cession d'actions de Daimler-Benz à la Deutsche Bank lui avait permis d'empocher près de deux milliards de marks de bénéfices. Net d'impôt, le pactole était par trop attractif. Les requins ont été imprudents. Résultat, les pièces du puzzle tombent les unes après les autres jusqu'au sommet de l'Etat. Deux ministres libéraux des Finances, Hans Friedrich et le comte Lambsdorff, durent quitter la scène politique. La semaine dernière, c'était au tour du président du Bundestag, le Parlement fédéral, de démissionner. Rainer Barzel avait empoché l'équivalent de cinq millions de francs pour ses bons et loyaux services.

Désormais, Köhl et Von Weizsäcker, respectivement chancelier et président de la République sont invités à se mettre à table. Ils ont touché, ils l'ont l'un et l'autre d'ores et déjà reconnu. Qu'importe ! Les pantins quittent la scène mais le maître marionnettiste, qui faisait et défaisait les gouvernements à sa guise, poursuit tranquillement ses affaires.

Un éclairage cru sur le miracle allemand

Le groupe Flick — 4 300 employés — dont les filiales occupent une place de choix sur l'échiquier industriel européen, notamment dans les aciers spéciaux, l'armement (constructeur de blindés Léopard, fabricant de munitions et d'explosifs) et la papeterie, a une histoire très chargée. Sans atteindre la renommée des Krupp et Thyssen, le pére de l'actuel Flick fut condamné à Nuremberg pour sa participation à l'effort de guerre du IIIe Reich, ses usines ayant « employé » des déportés dans les conditions abominables que l'on sait.

La reconstruction de l'Allemagne capitaliste sous la houlette des puissances impérialistes victorieuses en 1945 passait alors par la prospérité de ce groupe et de quelques autres. Les vainqueurs, après avoir écrasé le prolétariat allemand à Dresde (1) et ailleurs, remirent rapidement en selle une bonne partie de ceux qui avaient été ses bourreaux depuis 1933. Le vieux Flick parmi d'autres retrouva sa superbe, grâce à son ami Adenauer et transmis un véritable empire à son rejeton.

Le miracle allemand, tant vanté, c'est avant tout cela ; une classe ouvrière échappant à la botte nazie pour retomber sous la coupe réglée des capitalistes allemands avec l'aide des autres puissances du soi-disant monde libre. Le sort réservé à l'autre partie de la classe ouvrière allemande par la bureaucratie soviétique, pour ne pas être comparable, n'en constituait pas moins un repoussoir, peu susceptible de tirer de sa torpeur le « géant qui sommeillait » d'un bout à l'autre de l'Allemagne occidentale.

L'instabilité des régimes capitalistes

La crise qui ébranle la « démocratie » ouest-allemande survient cependant dans un contexte qui s'est peu à peu modifié. Elle est intervenue à Bonn, mais les mœurs politiques qu'elle dévoile ne sont pas le privilège de Köhl et de ses amis. Les capitalistes français, italiens ou britanniques et les hommes politiques qui les servent agissent de concert et selon les mêmes méthodes que leurs homologues allemands.

Que le pot aux roses ait été découvert de l'autre côté du Rhin s'explique, non par la farce ridicule de la vigueur des institutions démocratiques en RFA comme voudrait nous le laisser croire *le Monde*, mais parce qu'il existe dans ce pays un puissant courant alternatif, regroupé aujourd'hui derrière les Verts — près de 10 % de l'électorat — et sans qui l'affaire aurait été probablement enterrée.

Pour s'en convaincre, il suffit de voir avec quel luxe de précautions les social-démocrates se mêlent de la partie qui se joue en ce moment devant la commission d'enquête parlementaire.

A ce titre, la crise politique allemande est révélatrice d'une instabilité chronique non seulement de l'Allemagne fédérale, mais de tous les régimes capitalistes d'Europe occidentale, qu'ils soient dirigés par les conservateurs, les libéraux ou les social-démocrates.

Les bourgeoisies européennes n'ont en effet nulle part réussi à porter des coups tels à leur classe ouvrière que celle-ci soit incapable d'agir, comme anesthésiée. Périodiquement, la crise de direction de la bourgeoisie se manifeste dans toute son ampleur, comme aujourd'hui en Allemagne. Les travailleurs et de leurs alliés sont les seuls à pouvoir mettre un terme définitif aux mœurs peu ragoûtantes des classes dirigeantes, à l'anarchie capitaliste et à l'exploitation de millions d'êtres humains qui se cachent derrière le masque grimaçant de la « démocratie » bourgeoise.

Jean-Louis Michel

1. Les bombardements alliés des 13 et 14 février 1945 sur cette ville où il ne restait que des réfugiés civils furent aussi meurtriers que les bombardements nucléaires d'Hiroshima et Nagazaki en août 1945.

ETATS - UNIS

Les enjeux d'une élection

La campagne électorale arrive à son terme. Les débats qui l'ont émaillée sont restés futiles. Pour cause, il y a bien peu de différence entre les programmes de Reagan et de Mondale. Et pourtant, pour le reste du monde, ces élections ne sont pas sans enjeux.

La campagne pour l'élection présidentielle arrive à sa fin. Aujourd'hui encore les sondages donnent 56 % des voix à Reagan, contre 42 % à son adversaire, Walter Mondale. Les derniers débats télévisés entre les deux candidats n'ont pas inversé cette tendance. D'ailleurs leur contenu a été à l'image de cette campagne : creux ! Les grands débats de ces élections ont porté successivement sur : l'âge de l'actuel hôte de la Maison-Blanche ; les revenus et les déclarations fiscales de la candidate démocrate à la vice-présidence ; encore sur l'âge du président et ses faiblesses physiques ; etc.

Les médias américaines ont exhibé, à ce propos, cynisme et hypocrisie. L'âge de Reagan ? « No problem. » Et pourtant, les journalistes du monde libre ne se privent pas de vilipender avec fougue la décrépitude des habitants du Kremlin. Est-ce à dire que Reagan possède un meilleur maquillage que Tchernenko ?

Quelles différences ?

Bref, rien ou peu sur les programmes respectifs des candidats. La plate-forme définie, à Dallas, par le Parti républicain est connue. Pour cause, depuis quatre ans, Reagan l'applique dans ses grandes lignes : non-intervention étatique dans l'économie ; réduction des budgets sociaux au détriment des plus défavorisés ; confrontation accrue avec l'URSS ; politique belliciste en Amérique centrale ; accroissement du budget militaire. La contre-offensive idéologique et conservatrice n'est pas non plus nouvelle. Le « Dieu est avec nous » de Reagan se traduit par la prière à l'école. Plus grave, il y a la remise en cause du droit des femmes à l'avortement.

Quant à celle adoptée par la convention démocrate, elle se situe dans la droite ligne des choix, déjà vieux, de ce parti. Elle a fait l'objet de nombreuses et difficiles négociations entre les milieux d'affaires traditionnellement démocrates, largement représentés à la direction du parti et les syndicats AFL-CIO, soucieux de se rallier à une tactique familière. Mais ce ne sont pas les quelques timides mesures de protection du marché intérieur, proposées sur l'insistance des syndicats, qui remettent en cause une politique d'austérité inaugurée par le démocrate Carter.

Sur les questions internationales les démocrates cherchent à se démarquer de Reagan. Ils ont vivement reproché à l'actuel président d'enfermer les relations entre les Etats-Unis et l'URSS dans une atmosphère de confrontation. Ils s'en sont pris à certains aspects du programme de renforcement du potentiel militaire. Et enfin, ils demandent de conditionner les aides américaines au Salvador aux progrès réalisés sur le plan des droits de l'homme.

A la vue des programmes démocrate et républicain, on ne s'étonne plus des futiles débats qui opposent Reagan et Mondale. Ils s'accordent sur l'essentiel : la défense des intérêts patronaux, la défense de la place internationale des Etats-Unis. La seule opposition entre eux est la manière et les moyens de protéger ceux-ci. Voir dans le candidat démocrate un allié des travailleurs n'est qu'une fable. Walter Mondale était, jusqu'à sa récente démission, l'administrateur le plus célèbre de Control Data. Des hommes comme par exemple Roger Altman, de la banque Lehman Brothers, Irving Shapiro, directeur de Du Pont de Nemours et administrateur de IBM, T.-J. Watson de IBM et David Rodrick, président d'US Stell soutiennent la candidature de Mondale ; leurs multinationales n'ont que faire du sort des travailleurs, du devenir des pays du tiers-monde qu'ils exploitent honteusement.

Walter Mondale.

Grandeur et déclin

A la fin des années soixante-dix, les Etats-Unis avaient perdu de la grandeur militaire et économique qu'ils avaient détenue pendant plus d'une génération. L'impact de la crise économique, des émeutes urbaines, des luttes ouvrières, de la révolte des étudiants, de la longue défaite du Vietnam et de son traumatisme avait ébranlé le premier empire du monde. Les importations de produits manufacturés sont passées de 42,5 milliards de dollars en 1973 à 163 milliards en 1983, et la part des brevets technologiques détenue par des étrangers a augmenté de 19,5 % en 1965 à 40,5 % en 1981. Dans ce contexte de déclin de l'industrie américaine, la concurrence avec le Japon et l'Europe s'est intensifiée.

Et Reagan c'est la reprise ! Il a su récupérer, à son profit, cette reprise, pourtant pronostiquée comme éphémère par tous les spécialistes économiques. Il essaye aussi de redonner une âme politique — conservatrice et réactionnaire — aux hommes d'affaires. Ceux-ci sont soutenus comme jamais par le premier homme de leur pays dans leurs basses besognes : l'exploitation des travailleurs nord-américains et le pillage des pays du tiers-monde.

Pour garantir ce renouveau mondial, et sous le fallacieux prétexte du danger des « rouges », d'une menace soviétique, Reagan a engagé son pays sur la voie d'un surarmement sans précédent depuis le début des années soixante. Alors que Carter était l'homme de l'échec — les otages américains de Téhéran étaient venus le confirmer — Reagan tente de repousser le syndrome vietnamien dans les oubliettes. Il a redonné aux Etats-Unis leur puissance agressive et les GI's sont revenus au-devant de la scène internationale, en intervenant pour la première fois depuis le Vietnam dans un pays étranger : la Grenade.

Reagan diffère, aux yeux du monde entier, par sa brutalité cynique quand il veut affirmer les Etats-Unis dans leur place de leadership international. Une défaite de cet homme provocant qui représente au mieux la domination violente des Etats-Unis serait ainsi, pour l'opinion mondiale, une défaite de la politique américaine sous son jour le plus agressif.

Alain Gwenn

La campagne du SWP

A côté de la scène officielle, une autre campagne se déroule. C'est celle des candidats indépendants. Comme à chaque consultation depuis 1948, le Socialiste Workers Party (SWP) est présent.

Le candidat du SWP à la présidence, Mel Mason, âgé de 41 ans est un militant noir. Il a appartenu au Black Panter Party dans les années soixante. Personnalité locale du mouvement des droits civiques, il a été conseiller municipal de Seaside, en Californie. La candidate à la vice-présidence est Andréa Gonzalez. Agée de 33 ans, elle est portoricaine née à New-York. Elle est actuellement la secrétaire nationale de la Young Socialist Alliance (organisation de jeunesse du SWP).

Les candidats du SWP s'opposent à une législation électorale, faite par les démocrates et les républicains, qui cherche à éliminer tous ceux qui veulent leur disputer le monopole politique. Tandis que Reagan et Mondale disposent des millions de dollars de la trésorerie fédérale, les candidats indépendants ne reçoivent rien.

Mais les partisans de Mason et Gonzalez ont recueilli des centaines de milliers de signatures pour permettre aux candidats du SWP de se présenter dans vingt-quatre états et dans le district fédéral (Washington). Et l'équipe Mason-Gonzalez est soutenue par une liste de cinquante-trois candidats de leur parti qui se présentent dans vingt-six états pour des consultations électorales au niveau local.

Mel Mason et Andréa Gonzalez entendent bien utiliser toutes les possibilités légales de la campagne pour dénoncer la politique belliciste du principal impérialisme, ses menaces contre la révolution nicaraguayenne et se faire les défenseurs de l'indépendance de la classe ouvrière. *« Nous affirmons,* explique ainsi Mason, *que les travailleurs qui constituent la majorité doivent rompre avec les démocrates et les républicains et former leur propre parti. Un parti ouvrier, basé sur un mouvement syndical démocratique et combatif, ou un parti noir indépendant qui défendrait les travailleurs — et pas seulement au cours des campagnes électorales — qu'il soit ou non au pouvoir. »*

A. G.

Vient de paraître

Critique Communiste

revue mensuelle de la Ligue Communiste Révolutionnaire (section française de la IVe Internationale)

n° 35 novembre 84 / 14 fr.

Sommaire

Opérations scissionnistes contre la FEN

•

Algérie

La révolution bloquée

(Interview de S. Naïr)

•

DEMOCRATIE REVOLUTIONNAIRE ET ELECTIONS AU NICARAGUA

Dossier

(Documents)

•

CFDT: des forces importantes pour redresser la barre

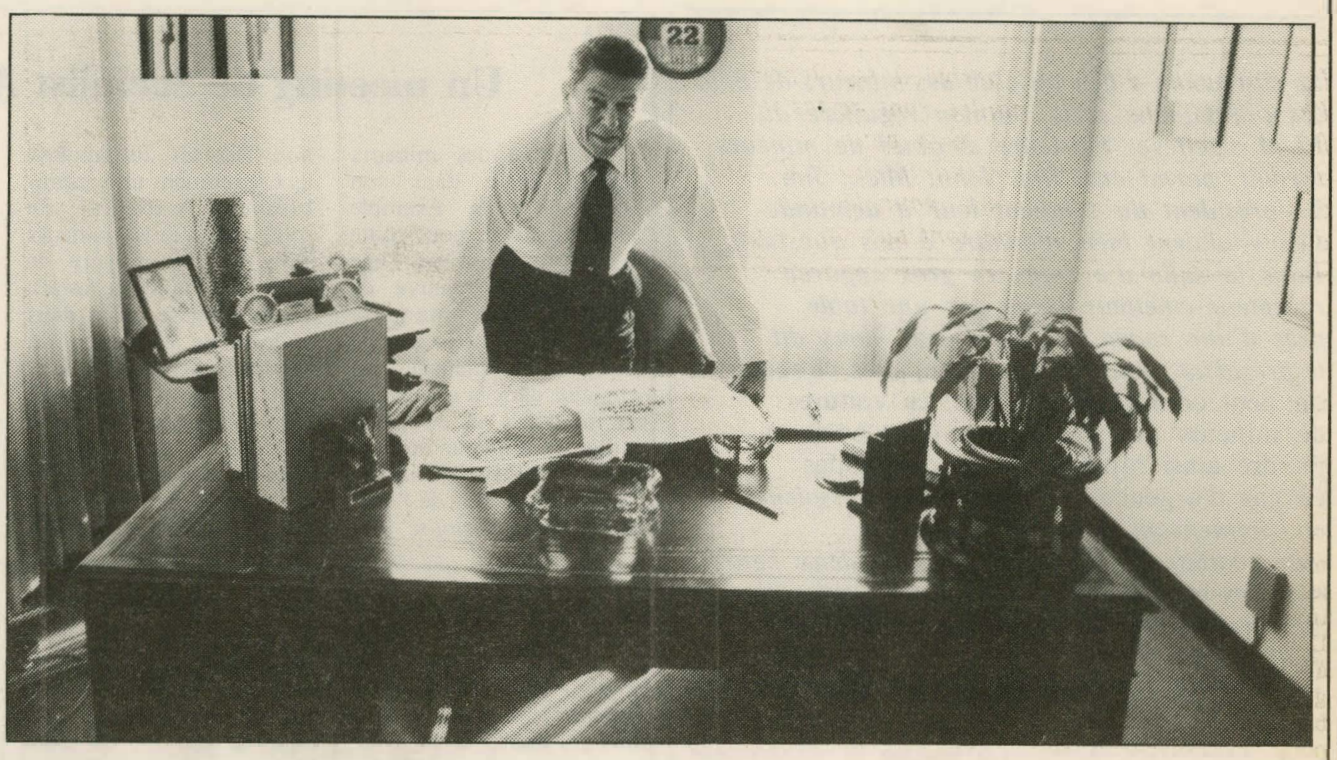
•

Lettre à Lutte Ouvrière

ETATS-UNIS

La puissance de l'argent

Les idées comptent peu dans les élections. Le véritable moteur du système politique américain est la puissance de l'argent. Et derrière l'argent, il y a les principaux hommes d'affaires des Etats-Unis.



Jane Kirkpatrick, ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU, a inauguré la convention républicaine à Dallas ; elle est membre du Parti démocrate. David Rockefeller avait poussé sur le devant de la scène le démocrate Carter ; il est membre du Parti républicain. Ces simples faits suffiraient à eux seuls à démythifier l'image traditionnelle des deux principales formations politiques : le Parti démocrate, représentant les tenants du libéralisme ; les républicains, ceux du conservatisme.

Les citoyens nord-américains ne s'en cachent guère. Ainsi Marc Saporta, dans *Focus*, la très officielle revue de l'ambassade des Etats-Unis à Paris, explique : le parti *« ne fonctionne pas comme un instrument de conquête idéologique, mais comme un moyen de sélection des candidats. (...) Les programmes des deux grands partis ne diffèrent, selon les années, que sur la façon de résoudre certains problèmes d'actualité. »* Il continue : *« On peut dire que les partis servent d'agents recruteurs et de crible aux candidats qui seront présentés aux suffrages des électeurs. »*

Le véritable moteur des élections est la puissance de l'argent. L'élection ou la réélection d'un député ou d'un sénateur dépend des ressources dont il dispose pour sa campagne. 366 des 435 candidats élus à la Chambre des députés en 1978, disposaient de moyens financiers supérieurs à ceux de leurs adversaires. Si l'on considère le cas des 19 députés sortants battus, 11 l'ont été par des adversaires disposant de moyens financiers plus élevés. Jess Helm, sénateur républicain, a dépensé 34 millions de francs pour sa réélection en 1978 ; soit 54 francs par suffrage obtenu. Comme pour une marque publicitaire, le succès électoral dépend du coût élevé d'une campagne.

Dans le système politique actuel des Etats-Unis, tout commence et tout finit par la recherche de moyens financiers privés... Et les entreprises sont les seules à pouvoir financer, à ce niveau, l'élection d'un candidat. La Cour suprême — la plus haute instance juridique aux Etats-Unis — a d'ailleurs reconnu aux sociétés les mêmes droits que les personnes : intervenir dans les débats politiques. Pour ce faire les « groupes d'intérêts » du monde des affaires se sont multipliés.

Ceux-ci ne cachent pas leur but. *« La tâche*, explique le Business Industry, fondé en 1963 par le National Association of Manufacturers, *a consisté à détecter les candidats bien orientés en ce qui concerne les affaires* (...) *Nous invitons les hommes d'affaires à soutenir les candidats que nous leur désignons. »*

L'influence de ces comités politiques ne s'arrête pas aux élections ; le vote des lois et leur application les intéressent au plus haut point. *« Business Roundtable est probablement aujourd'hui la force la plus puissante des milieux d'affaires à Washington »*, selon le *Washington Representatives*, le journal des lobbys. Le revenu que contrôlent collectivement ses 192 membres avoisine la moitié du produit national brut des Etats-Unis. Le président en exercice de Business Roundtable est Irving Shapiro, président de Du Pont de Nemours (1) ; les co-présidents en sont Thomas Murphy, président de General Motors et Reginald Jones, de General Electric. Parmi les membres, J.-P Ostin, de Coca-cola ; Frank Cary de IBM ; David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank ; Elmore Patterson, président de Morgan Guaranty Trust, etc.

L'efficacité de Business Roundtable réside dans l'engagement personnel des présidents directeurs généraux des plus importantes sociétés industrielles et financières des Etats-Unis. Quel député peut rester insensible à l'appel téléphonique du président de la General Motors ou de IBM ? En dernière analyse, le financement de sa prochaine campagne et donc sa réélection dépendra de la réponse qu'il donnera à son interlocuteur. Fait significatif : les « lobbystes du big business » sont couramment appelés « la troisième chambre », tant leur pouvoir d'influence est grand. Est-il besoin de dire que les interventions de ces différents « groupes d'intérêts » sont reconnues par la loi ?

S'il fallait une dernière illustration, le Council of Foreign Relation la fournirait. De cet organisme, qui peut être considéré comme l'ossature de l'appareil d'Etat et qui oriente dans les faits la politique étrangère des Etats-Unis, sont issus des hommes tels que Kissinger (républicain), Cyrus Vance ou Brzezinski (démocrates et anciens conseillers de Carter), Gaspar Weinberger (secrétaire à la Défense de Reagan) et... Walter Mondale.

Alain Gwenn

1. Du Pont de Nemours est le premier groupe de chimie aux Etats-Unis. Toutes catégories confondues, General Motors, General Electric et IBM sont respectivement premiere, dixième et treizième firme mondiale. La Chase Manhattan Bank est la sixième banque mondiale. Et Morgan Guaranty Trust fait partie des principaux actionnaires dans sept des dix premières entreprises mondiales.

L'organisation du monopole politique

Le Parti démocrate et le Parti républicain se sont réservé, par une législation appropriée, le monopole de l'activité politique sous la forme électorale en imposant des obstacles pratiquement insurmontables à l'apparition des forces politiques nouvelles. Nombre d'Etats exigent ainsi d'un parti politique qui désire participer au processus électoral qu'il fasse état d'un nombre élevé d'électeurs affiliés à ce parti avant que des électeurs affiliés à ce parti puissent faire acte de candidature. L'Etat de Californie, par exemple, exige d'un parti politique qu'il fasse état d'un nombre d'affiliés égal à un pour cent du nombre des électeurs ayant participé à la dernière élection du gouverneur ; soit en 1980, 68 374 électeurs ; ou d'une demande de reconnaissance contresignée par dix pour cent des électeurs de l'Etat, soit 638 740 signatures. (...) Le pourcentage imposé est plus élevé encore dans les Etats de Massachusetts (2 %), d'Arizona (4 %), du Missouri (4 %).

Extrait de la Démocratie à Washington *de Jacques Arnault aux Editions sociales*

L'arbitraire patronal

Pour qu'un syndicat se constitue dans une entreprise, il est nécessaire que 30 % des ouvriers signent une pétition demandant la constitution d'un syndicat. (...) L'employeur, saisi de la pétition, peut accepter la demande ou la refuser. S'il la refuse, ce qui est le plus souvent le cas, la loi stipule que l'inspection régionale du travail doit organiser une consultation du personnel ouvrier. (...) A l'occasion de cette consultation, il sera demandé aux ouvriers s'ils désirent qu'une organisation syndicale soit constituée et, dans l'affirmative, quelle organisation syndicale a leur préférence. (...)

Le vote ouvert, si la majorité absolue des ouvriers vote pour qu'il n'y ait pas de syndicat — ce qui est actuellement le cas dans 54 % des consultations — il n'y aura pas de syndicat.

Si la majorité des ouvriers se prononce pour l'existence d'un syndicat, le syndicat qui obtient 50 % des suffrages devient le représentant exclusif des ouvriers de l'entreprise ; le syndicat battu doit cesser toute activité. (...)

Cette reconnaissance du syndicat comme négociateur collectif implique que tous les ouvriers de l'entreprise soient membres du syndicat. Un ouvrier qui ne désire pas être membre du syndicat doit quitter l'entreprise. (...) La cotisation syndicale de tous les ouvriers est retenue par l'employeur sur le salaire et versée à l'organisation syndicale.

En échange, le syndicat reonnaît à l'employeur le droit exclusif de diriger l'entreprise. Il s'engage à ne pas appeler à la grève ou à tout autre moyen de pression sur l'employeur pendant toute la durée du contrat.

Extrait de la Démocratie à Washington *de Jacques Arnault aux Editions sociales*

Vient de paraître

Au sommaire du n°183 : la lutte des mineurs britanniques ; le bilan de la lutte pour les 35 heures en RFA ; le congrès de la COB en Bolivie ; la réalité du Cône sud en Amérique latine.
Le N°182, spécial Nicaragua est toujours en vente.

TABLE RONDE AVEC QUATRE MINEURS BRITANNIQUES

« J'ai appris à me battre pour ce que je crois »

La discussion a lieu au club des mineurs de Bold. C'est dimanche et la réunion régulière du NUM s'achève. Plusieurs dizaines de mineurs sortent, parmi eux Jim, John, Mick, Jim. Le président du syndicat leur a demandé s'ils voulaient bien répondre à nos questions. Dans la salle d'à côté, un gros appareil récepteur-émetteur trône sur une table près d'une ronéo. « C'est illégal, *nous dit le président*, mais on s'en fiche, avec ce matériel, on peut communiquer avec les voitures de mineurs qui sont dotées d'un poste et joindre ainsi rapidement les camarades en cas d'urgence. » *Les mineurs s'assoient et commencent à raconter leur vie, leur combat. Ils parleront près de deux heures, d'autres se joindront à eux, les questions ne sont pas nécessaires, ils savent ce qu'ils ont à dire, écoutez.*

● « Ici, il n'y a que six jaunes. »

— Nous sommes neuf cents mineurs au puits de Bold. Tous les matins, on se lève à quatre heures et on passe au local du NUM chercher les directives. Tantôt, on fait le piquet devant notre puits, tantôt on peut être appelés ailleurs. Notre autocar est un vieux car de flics, ça crée la confusion. Une fois, les flics nous ont laissé passer croyant avoir affaire à des collègues. Selon la loi, on n'a pas le droit d'être plus de six au piquet mais en règle générale nous sommes cent cinquante. Le but est de dissuader ceux qui veulent travailler. Ici, il n' y a que six jaunes. Tous les matins, ils rentrent travailler dans un car de flics accompagnés d'une énorme escorte policière. Ils sont allongés par terre pour ne pas être reconnus, mais nous on les connaît et les vitres du car ont déjà volé en éclats.

● « J'ai découvert la solidarité mais aussi la misère. »

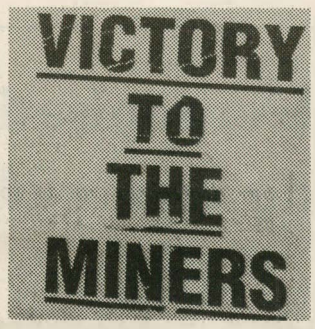
— Thatcher nous a retiré quinze livres (1) par semaine à nos allocations familiales sous le faux prétexte que le syndicat nous les verserait. Moi, je suis célibataire et je ne touche rien.

— Moi, j'ai une femme et deux gosses et je touche vingt-six livres par semaine.

— Avec un gosse, je reçois treize livres.

— Ma femme travaille à mi-temps à la cantine de l'école, on vit avec vingt-deux livres par semaine.

— Notre petit déjeuner et notre déjeuner sont assurés au club des mineurs. La nourriture vient de la solidarité. Ce sont les femmes du comité créé après la dixième semaine de grève qui organisent l'ensemble. Chaque semaine, on perçoit un colis pour la famille. Mais ça devient très difficile. Tout dépend des collectes et là j'ai découvert



la solidarité mais aussi la misère.

— Je voudrais te raconter une histoire. J'ai appris, il y a quelques semaines, qu'une famille avec trois enfants à Sutton Manor n'avait pas mangé depuis deux jours. J'y suis allé avec deux colis de nourriture. Quand la femme m'a ouvert la porte, je lui ai dit : *« C'est pas de la charité, c'est votre droit »*, et j'ai déposé les colis sur une table vide. Un voisin m'a dit que deux heures après, la femme était assise et pleurait devant mes colis. Tu vois, depuis ce temps-là, j'ai décidé de tout faire pour les gosses et les familles et je le ferai.

— Aujourd'hui, pour les enfants, une pomme ou une orange, ça devient un luxe. Mais nos gosses nous soutiennent, ils participent aux collectes de vivres puisque les collectes d'argent sont interdites. Je vais te donner un exemple : l'autre matin, ma femme collectait sur le marché de Wigan alors que les enfants sortaient de l'école. L'un d'entre eux arrive et sort de son sac un biscuit au chocolat qui était tout son déjeuner et il le donne à la collecte. *« Pour mon père »*, a-t-il dit. Tu vois, on a beau être des adultes mais des choses comme cela, on ne peut pas oublier.

● « Depuis la grève, j'ai changé, j'aime mieux les gens. »

— Cette grève a changé ma putain de vie. Je me sens plus ouvert, j'aime mieux les gens, j'ai appris à écouter les autres et à respecter leur point de vue. Mais j'ai appris aussi à me battre pour ce que je crois. Il y a aujourd'hui plein de divorces et de séparations. Tu vois, quand tu rentres à la maison, qu'il n'y a rien à faire et que tu ne rapportes pas d'argent, c'est dégradant. Moi, j'ai ma dignité.

— Avec la grève, j'ai découvert nos ennemis et nos vrais amis. J'ai un beau-frère, comptable, qui est au Parti conservateur. L'autre jour, je lui ai expliqué comment on s'est fait matraquer au piquet de Scheffield. Je lui ai raconté la violence des flics alors qu'on n'avait rien fait. Il m'a dit que je mentais, mais moi je n'ai jamais menti, c'est la vérité. Il ne m'a pas cru. Deux heures plus tard, sa femme est venue nous apporter deux colis de nourriture. Je suis reparti aussitôt avec ses deux pquets chez lui : *« Voilà votre bouffe, je préfère crever que de l'accepter de vous, je ne suis pas un menteur. »* Par contre, les vrais amis, tu les vois et c'est même parfois gênant. Un soir, la femme d'un retraité est venue m'apporter une enveloppe : *« Ne soyez pas gêné, c'est rien. »* En fait, il y avait vingt livres.

— Et puis, il y a le rôle des femmes. On n'a jamais vu cela, sans elles il n'y aurait plus de grève. Elles sont partout, elles organisent les collectes et les repas collectifs.

— Avant, on parlait de ma femme en disant *« C'est la femme de... »*. Aujourd'hui, avec le rôle qu'elle joue dans le comité de femmes, quand on parle de moi on dit *« Ah oui, c'est le mari de... »*.

● « Moi, je suis motivé politiquement. »

— Sur les neuf cents mineurs, il y a environ cent cinquante actifs dans la grève, les autres restent chez eux. C'est partout toujours la même chose. Regarde, en Pologne ou en Tchécoslovaquie, ils ont toujours été occupés mais c'est une minorité qui va au front. Moi, je suis motivé politiquement et ici tout le mal vient de celle qui est au 10 (2). Je te le dis, la bombe de l'autre jour, elle n'a pas fait assez de dégâts.

— Non, je ne suis pas d'accord, c'est pas un moyen de renverser le gouvernement. Il faut le faire par des élections.

— Des bulletins de vote ?

— Je ne suis pas d'accord avec les bombes et la violence mais il faut dire que quand Walesa voulait renverser le gouvernement, tout le monde le félicitait, mais quand c'est nous, on nous traite de communistes.

— Nous, on défend nos emplois et c'est tout, et je ne veux pas qu'on me marche dessus.

● « J'ai vu l'Europe, et maintenant, je vois l'Europe des travailleurs. »

— On a découvert le soutien des autres peuples. En 1950, j'étais dans l'armée en Europe, j'ai vu l'Europe ; et maintenant, je vois l'Europe des travailleurs.

— Beaucoup de camarades de Bold ont été en délégation à l'étranger et notamment en France (3). Il y a eu aussi le meeting avec la CGT. Ces camarades nous ont fait le compte rendu de leur voyage, ils nous ont raconté l'accueil qu'ils avaient reçu, tout ça c'est fantastique.

— De toutes façons, il n'y a aucune démoralisation chez nous, ça fait huit mois qu'on lutte, on tiendra, on ira jusqu'au bout. Nous luttons pour toute la classe ouvrière.

Propos recueillis par Georges Villetain

1. Une livre vaut douze francs.
2. Référence au 10 Downing Street, le siège du Premier ministre, madame Thatcher.
3. Il s'agit de deux délégations invitées en France par la LCR.

Un meeting de Socialist Action avec Alain Krivine

La grève des mineurs anglais entre dans son huitième mois. Exemple de combativité pour toute la classe ouvrière, elle devient une épreuve de force contre madame Thatcher. Toute la gauche du Parti travailliste s'est engagée dans la campagne de solidarité et en particulier les militants marxistes révolutionnaires regroupés autour de l'hebdomadaire *Socialist Action*. Samedi 20 octobre, ils organisaient un rassemblement national de solidarité avec les mineurs dans la cité minière de Bold (près de Manchester). Le meeting se tenait dans le local de la section du syndicat, le NUM. Deux cent cinquante personnes, essentiellement des syndicalistes, y ont participé et parmi eux environ quatre-vingt dix mineurs venus de presque tous les centres miniers du pays. Un meeting de luttes chaleureux, combatif, qui a permis un échange d'expériences passionnant.

Plusieurs délégations étrangères étaient présentes pour faire le point de la solidarité et parmi elles de nombreux militants de la IVe Internationale. Les délégations de mineurs parties en Europe pour populariser la grève racontèrent aussi leur voyage.

La LCR était représentée par notre camarade Alain Krivine. Le lendemain, Georges Villetain, pour *Rouge*, a pu avoir une longue discussion avec quatre mineurs de la section du NUM de Bold :

Jim Price, John Baird, Mick Gordon et Jim O'Hara.

NOUVELLE CALEDONIE

Une agression contre un indépendantiste

Dans la nuit du dimanche 21 octobre dernier, des activistes de la droite coloniale ont organisé l'attaque à l'aide de coktails molotovs de deux logements de militants indépendantistes. Chez l'un d'entre eux, un militant, l'explosion n'a pas fait de dégâts. Dans l'autre cas, elle visait Jean-Louis Dion, ancien militant de la Ligue communiste révolutionnaire en France dans les années soixante-dix, syndicaliste connu en Nouvelle-Calédonie pour sa participation à la grève du Nickel en 1978 et actuellement membre de l'Union des populations mélanésiennes (UPM) et du Front de libération nationale kanaque et socialiste (FLNKS).

Le commando de plusieurs personnes à bord d'une Renault 18 verte, d'après les témoignages concordant, a lancé deux engins incendiaires, l'un sur la voiture de Jean-Louis Dion et l'autre sur son logement après avoir pris la peine d'essayer de briser une vitre. Jean-Louis, sa femme et ses deux enfants étaient à l'intérieur et c'est bien l'incendie de leur maison que visaient les agresseurs. Qu'il n'aient pas réussi à atteindre leur objectif ne devrait pas empêcher la police de retrouver ces criminels sur la base des témoignages multiples.

Pourtant à ce jour l'enquête piétine. Comment s'en étonner lorsque l'on sait que sous le colonialisme français en Nouvelle-Calédonie, on n'a toujours pas ouvert le procès des responsables de l'assassinat de Pierre Declercq, dirigeant de l'Union calédonienne, intervenu en 1981.

Il faut néanmoins placer ces dernières attaques dans le contexte d'une situation où l'extrême droite locale se trouve le vent en poupe par les scores électoraux de Le Pen et de la droite locale dans la population blanche et par la politique anti-indépendantiste du gouvernement français. Cette action visait clairement l'intimidation de militants indépendantistes quelques semaines après la création du FLNKS, et au lendemain de la participation de Jean-Louis Dion à une occupation de terres avec les populations de la côté ouest, et alors que le FLNKS prépare le boycottage des élections territoriales du 18 novembre.

La signification de ces agressions n'a pas échappé aux indépendantistes. Le FLNKS a adopté un communiqué les dénonçant. Tandis que le tour cycliste de la Nouvelle-Calédonie a été bloqué avant la date prévue sur la côté ouest, mettant ainsi définitivement fin à cette épreuve très prisée par des colons locaux, le syndicat USTKE a de son côté appelé à une heure de grève pour le vendredi 26 octobre en dénonciation de l'action des incendiaires. Ce mot d'ordre a été bien suivi, y compris dans le secteur privé, ou dans la santé, mais a surtout occasionné le blocage pendant une heure sur l'aéroport de la Tontouta, par les militants USTKE de l'UTA, de deux avions dont celui qui ramenait le Haut-Commissaire français en Nouvelle-Calédonie.

Vincent Kermel

Les yeux et la bouche

Bellochio n'a jamais été un homme calme. Son cinéma serait plutôt celui de l'hystérie, extériorisation brutale d'un univers complexe tissé des fils de la psychanalyse, du refoulement, de la dissolution de la personnalité dans les marécages du monde bourgeois. Frénésie, violence du rapport aux autres (en particulier à la mère), moments de fuite ou d'agression, ce film marque une sorte de sommet souligné par le parcours « autobiographique » de Lou Castel (l'acteur du Mai rampant italien), la mise en perspective du métier et de la névrose d'acteur. Un film-clef produisant, comme chez Ferreri, l'image de la femme comme recours ultime. □

Amadeus

Une étude sur Vienne au XVIIIe, un essai sur la création, l'esquisse d'une biographie mozartienne : Mozart ou le doigt de Dieu, Mozart et la musique, Mozart et le bonheur. Beaucoup de choses dont Forman (adaptant la pièce homonyme) ne vient à bout qu'en contournant l'obstacle. Il fait un film autour de Mozart (Saliéri, le maître jaloux, Joseph II), plaçant d'une certaine manière faits divers et à-côtés au poste de commande. Il retrouve ainsi le cinéma du Printemps de Prague dont il fut le représentant, les moyens en plus. La question serait celle-ci : comment éviter la métaphysique ? La réponse de Forman n'est pas la seule possible. Elle est plausible.

P. G.

Amoureux volontaires

Le film veut être « une comédie sérieuse ». L'aspect comique domine, mais ne vous attendez pas à voir l'œuvre d'un Woody Allen soviétique. L'auteur avait déjà réalisé *la Prime*, très sérieux film sur la condition ouvrière et le système de production en URSS.

Ce film-ci rase le quotidien moscovite d'une jeune bibliothécaire et d'un ancien champion sportif, privé malgré de lui de l'avenir radieux et des avantages qu'un champion est en droit d'attendre en Union soviétique.

Elle est jeune, prête à rendre service, plongée dans son travail à en ignorer l'ennui dominant. Pour Igor, l'ennui c'est ce travail en usine qu'il subit, tente d'oublier dans l'alcool et les combines pour se procurer l'argent pour boire. A plusieurs reprises, on le voit endormi sur son tour. Ses collègues de travail lui reprochent son manque d'initiative ; il ne se manifeste jamais dans les tâches d'animation : chorale ou travail volontaire.

La jeune bibliothécaire essaie de l'entraîner à des loisirs édifiants : rechercher sur quels monuments aux morts figurent les fils ou les maris disparus. Je ne sais si ces occupations-là existent bel et bien ou ont été inventées pour les besoins du film. Mais ça n'a pas vraiment l'air inventé pas plus que ces figures tristes dans les rues de Moscou traînant le sac à provisions à toute heure, les magasins de confection où tout est tellement moche que la vendeuse elle-même déclare s'habiller ailleurs, le marché noir et le travail à la tâche à domicile.

Ce sont toutes ces petites notes justes qui font le prix d'un tel film, sa valeur documentaire. Fait-il rire les Soviétiques ? Pour nous, c'est un film sérieux.

N. M.

L'intrus

L'Intrus est le premier film d'Irène Jouannet. Deux personnages, deux acteurs français excellents : Marie Dubois et Richard Anconina. Une femme seule dans son appartement. Dans sa tour du 13e arrondissement, elle est prisonnière volontaire de son travail. Elle dépouille des enquêtes recueillies au magnétophone qu'elle transcrit à la machine. Pas de perte de temps, elle coiffe son casque et les mains obéissent. On assiste un temps à ce rituel de la solitude organisée, les courses au milieu du quartier chinois, l'indifférence à cet environnement, et le retour à l'appartement, les gestes mesurés et mécaniques : ranger les provisions, mettre le couvert.

Brusquement surgit un jeune cambrioleur en fuite, Gilles. Son copain vient de se suicider pour échapper aux flics. Gilles se cache dans l'appartement d'Anne. Elle refuse d'abord cet intrus qui tente d'entrer en relation avec elle sur un mode animal. Il lui rend régulièrement visite, lui fait des cadeaux, la conversation. Sa générosité juvénile se heurte à l'indifférence apeurée d'Anne.

Elle semble vivre hors du temps, fixée sur un passé que l'on découvre imaginaire. De par son métier de brocanteur, Gilles a avec les objets du passé une attitude de jeu, de curiosité. Anne sacralise les objets : une robe, un album de photos vide. L'approche de Gilles est patiente, chaleureuse. Anne se raidit, s'empêche de succomber à l'amitié qui lui est offerte.

Avec une très grande économie de moyens, des acteurs « justes », et physiquement très présents, Irène Jouannet a réussi ce premier essai.

Noémie Mas

humeur nécrologique

Décidément, personne n'est égal devant la mort. Henri Michaux vient d'en faire la triste expérience en osant mourir le même week-end que François Truffaut. Quelle inconvenance et, surtout, quel dilemme pour les hiérarchistes des médias... Truffaut à la une, où allait-on pouvoir caser Michaux ?

Il fallait voir ce pitoyable quart d'heure octroyé en fin d'« Apostrophes » à Robert Kanters pour présenter chaleureusement l'œuvre gigantesque du dernier grand poète français... Allons, pressons Kanters, semblait vouloir dire Pivot, qui avait laissé Suffert, Minkowski et Herzog aligner lieux communs et balivernes durant plus d'une heure. Mais le comble restait à venir... Après le bref hommage à Michaux, Pivot a présenté quelques livres d'autres disparus de la semaine (Pierre Emmanuel, M. Brion) et oublia tout bonnement la mort du génial graphiste Maurice Henry, décédé en Italie le 22 octobre à l'âge de 77 ans. Arrive alors le compère Claude-Jean Philippe, qui d'entrée y va de son petit couplet sur Truffaut, et nous annonce que le cinéma, cinq jours après la mort de Truffaut, est à nouveau en deuil... Je dresse l'oreille mais, peine perdue, C.-J. Philippe évoque le décès de Pascale Ogier « arrachée en pleine gloire ». Les bras m'en tombent ! Une comédienne de 24 ans qui meurt, c'est triste, mais faut-il en conséquence ne rien dire de la disparition du réalisateur Pierre Kast dont cette baderne de Philippe se garda bien de dire un mot...

*Kast était le prototype, presque caricatural, de l'intellectuel de gauche, intelligent, brillant, constant et parfois irritant, mais dont on ne pouvait nier le talent ! Réalisateur de la seule bonne adaptation cinématographique d'un roman de Roger Vaillant (*Drôle de jeu *avec Maurice Garrel) Kast est parti dans le même mépris que Maurice Henry, ce mépris des médias pour ceux qui ne sont pas, à leurs yeux, des divas ou des stars.*

Adieu donc à Michaux, Kast, Henry, Truffaut et aux autres... sous hiérarchie dans la vie, égaux devant la mort.

Michel Laszlo

● **Dimanche** 20 h 30 (TF1), *America, America* d'E. Kazan avec S. Giallelis. Eloge de la compromission et constat implacable de Kazan, portant un regard à la fois tendre et impitoyable sur Stavros, ce renégat trahissant sa classe, et négligeant les exemples de Vartan l'Arménien, mourant avec sa race opprimée, ou de Gabaret, le Turc révolutionnaire, victime de l'oppression, pour tourner ses yeux vers l'illusion de la terre promise. Ce film de Kazan, basé sur l'histoire vraie de son propre oncle, est, à sa manière, une interrogation complémentaire à celle de Charlie Chaplin dans *l'Emigrant*.

22 h 30 (FR3), *Murder* d'Alfred Hitchcock (1930) est un film curieux qui ose (à la différence de *la Corde* ou de *l'Inconnu du Nord-Express*) aborder l'homosexualité sans détour, même si (conventions morales de l'époque obligent...) c'est pour en faire un ressort de perversion dans le déroulement de l'énigme.

● **Lundi** 20 h 35 (TF1), *Cousin, cousine* de J.-C. Tacchella avec M.-C. Barrault, V. Lanoux, M.-F. Pisier et G. Marchand. Sous de faux dehors de comédie, *Cousin, cousine* est un film beau, grave et féroce. Un film intelligent aussi, qui parle juste sans forcer le trait, et qui est porté par d'excellent comédiens.

20 h 35 (FR3), *Eaux profondes* de Michel Deville avec I. Huppert et J.-L. Trintigant. Deville est l'un des plus subtils réalisateurs français et, hélas, l'un des plus sous-estimés... Comme justement *Eaux profondes* est à la fois un petit chef d'œuvre au ton grinçant et caustique, et une merveille de style, je ne saurais trop vous en recommander la vision...

Mardi 20 h 40 (FR3), dernière séance « Raoul Walsh » avec deux films mineurs du plus tonique borgne hollywoodien. *La Blonde et le shériff* (1958) est une pochade tournée dans la Sierra espagnole, qui ne vaut que par une utilisation de la fade J. Mansfield, comme sex-symbol du type Mae West... *La Rivière d'argent* (1949) est un western un peu ennuyeux avec E. Flynn.

22 h 30 (TF1), *les Hommes du président* d'A.-J. Pakula, efficace évocation dramatique, à l'occasion de la nuit des élections américaines, de l'enquête menée sur l'affaire du Watergate, par deux journalistes du *Washington Post* superbement campés par Robert Redford et Dustin Hoffman.

● **Jeudi** 20 h 35 (FR3), *Retour à la bien-aimée* de J.-F. Adam. Fasciné par Bresson, Dreyer et autres zombies de musée Grévin, J.-F. Adam a gâché un scénario intéressant, en obligeant d'excellents comédiens (Huppert, Ganz, Dutronc) à camper d'ascétiques personnages sans âme ni ressort, constamment aux limites du ridicule.

23 h 05 (TF1), *Série noire* d'Alain Corneau avec P. Dewaere. Un conte noir, couleur de néant ; une espèce de papier tue-mouches gluant, sur lequel quelques personnages un peu barges et beaucoup paumés, se débattent avec une énergie de tous les diables. Avec l'aide de Georges Pérec, le récit de Jim Thompson à la première personne, est devenu un soliloque entrecoupé de dialogues aussi banals que ceux de la merde quotidienne... Sous la crasse, il y a pourtant l'humour (noir, bien sûr !) et l'ombre de l'amour fou sous lequel dansent Franck Dillon et Mona.

● **Vendredi** 23 h (A2), *Ange* d'Ernst Lubitsch avec M. Dietrich. A partir d'un canevas on ne peut plus conventionnel (la femme, le mari et l'« autre ») Lubitsch s'affirme ici comme le maître incontesté de l'humour fin, tout en nuances, fait de sous-entendus hilarants, mille fois plus efficaces qu'une représentation directe. Ainsi la scène du repas uniquement filmé à l'office où les domestiques commentent le retour des plats est un modèle de comique nourri d'une savoureuse critique sociale... A cet égard, la prestation des deux comédiens personnifiant les domestiques (Ernest Cossart et surtout Edward Everett Horton, que Lubitsch utilisa très fréquemment...) éclipse totalement celle des trois personnages principaux. Un conseil : ne ratez **jamais** un film de Lubitsch !

Michel Laszlo

NICARAGUA

Un vote pour l'émancipation

Ce dimanche 4 novembre le peuple du Nicaragua se rend aux urnes. Pour la première fois dans son histoire, il peut participer massivement et démocratiquement à l'élection d'une assemblée nationale constituante de 90 membres, d'un président et d'un vice-président.

Un milicien.

• De notre envoyé spécial

La tenue du scrutin marque à la fois l'aboutissement d'une bataille politique centrale engagée depuis plusieurs mois par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) et une étape essentielle du processus révolutionnaire ouvert depuis le 19 juillet 1979, lorsque les combattants du FSLN et l'insurrection populaire mirent fin à quarante années de dictature somoziste.

Un défi

« La révolution populaire sandiniste décrète le droit du peuple nicaraguayen à élire ses plus hautes autorités souverainement et librement par la voie du suffrage universel égal et secret. » On mesure mieux aujourd'hui quel défi représentait ce préambule au texte de la loi électorale élaborée au printemps dernier : lorsqu'un pays entreprend un combat de longue haleine contre la misère et le sous-développement produits de siècles d'oppression et d'exploitation ; lorsque, de plus, il est encerclé, agressé, victime d'une guerre non déclarée menée par la première puissance de la planète ; lorsque la liste de ses martyrs s'allonge chaque jour et qu'il est contraint de consacrer plus du quart de ses ressources à la défense, il peut être légitime de considérer que des tâches autres que l'organisation d'élections sont prioritaires. La direction du FSLN, au contraire, a choisi de respecter scrupuleusement les engagements pris dés 1979, au lendemain de la victoire.

Le texte définitif de la loi électorale adopté au mois de juillet par le Conseil d'Etat garantit des droits plus étendus que ceux en vigueur dans la plupart des pays de vieille tradition démocratique bourgeoise : droit de vote à 16 ans, scrutin proportionnel, subvention identique pour tous les partis...

Dans ce pays en guerre le pluralisme politique est non seulement reconnu et garanti ; il est encouragé et stimulé dans la perspective d'un combat politique visant à éduquer et mobiliser les masses.

C'est dans ce contexte que doit être replacé l'acharnement de l'administration Reagan à vouloir oter a priori toute légitimité au processus électoral. Les formations nicaraguayennes les plus ouvertement pro-impérialistes — le Parti social-chrétien (PSC), le Parti libéral constitutionnel (PLC) et le Parti social-démocrate (PSD) — regroupés au sein de la Coordination démocratique nationale Ramiro Sacasa (« Coordinadora ») ont été le principal instrument de cette campagne de discrédit. Avec leur « candidat » à la présidence, Arturo Cruz, elles ont posé une série de conditions à leur participation, en particulier l'ouverture préalable d'un « dialogue national » entre tous les Nicaraguayens, devant inclure les mercenaires armés de la contre-révolution ! Conditions que, bien évidemment, elles savaient inacceptables pour les sandinistes et leurs alliés... Ceux-ci, malgré tout, n'ont pas ménagé leurs efforts pour, moyennant concessions réciproques, amener la « Coordinadora » à participer. En vain.

Si la manœuvre d'Arturo Cruz et de la « Coordinadora » a eu un réel écho dans les médias d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale (c'était là son premier objecif), celui-ci est sans rapport avec son impact réel au Nicaragua, y compris parmi les couches bourgeoises et petites bourgeoises. Car, au-delà du refus de participer de la « Coordinadora », le caractère effectivement pluraliste de la campagne électorale est difficilement discutable : s'y affrontent des formations politiques représentant des intérêts sociaux distincts — et pour certaines contradictoires.

Pluralisme indiscutable

L'attitude de la « Coordinadora » a contribué à élargir l'espace de trois authentiques partis bourgeois : le Parti conservateur démocrate (PCD), le Parti populaire social-chrétien (PPSC) et le Parti libéral indépendant (PLI). Même si ce dernier menace sérieusement de se retirer de la compétition à la veille du scrutin, chacun d'eux a participé à la campagne, organisant meetings et rassemblements, s'exprimant longuement — et en toute liberté — à la radio, à la télévision et dans la presse. Si le mot d'ordre le plus mis en avant par le PLI est *« Communisme non ! Démocratie oui ! »*, le PPSC a fait de la dissolution des Comités de défense sandiniste (CDS) l'un des axes de sa campagne. Quant au PCD, il dénonce sans relâche la « tendance marxiste » du FSLN et rend ce dernier responsable de la détérioration des relations avec les Etats-Unis.

Les organisations se réclamant du socialisme et présentant des candidats sont elles aussi au nombre de trois : le Parti socialiste nicaraguayen (PSN), le Parti communiste du Nicaragua (PCN) et le Mouvement d'action populaire (MAP-ml). Le PSN et le PCN sont des formations d'origine et de tradition staliniennes qui mettent en avant l'une et l'autre un programme immédiat de *« révolution démocratique, anti-impérialiste et anti-féodale »*, la construction d'une société socialiste relevant, selon elles, d'une autre *« étape »*, ultérieure, de la révoluion. De là les critiques de droite des orientations du FSLN que formule le PSN et ses tentatives d'alliance tactique avec certaines formations bourgeoises sous couvert de *« défense des droits démocratiques »*... Pour sa part, le PCN considère le FSLN comme une organisation extérieure au mouvement ouvrier et n'hésite pas à mettre en avant la nécessité d'un *« front pour les droits démocratiques »* avec toutes les autres formations participant au processus électoral.

Le MAP-ml, d'origine maoïste, semble quant à lui avoir rompu avec cette conception de la révolution par étapes. Il dénonce comme *« concessions inutiles et dangereuses »* les droits accordés aux partis bourgeois et, dans son manifeste électoral, il affirme la nécessité d'accélérer le processus révolutionnaire en *« transformant la lutte électorale en une lutte de classes victorieuse du prolétariat (...) »*

La légitimité du FSLN

L'égalité des droits et des moyens dont formellement disposent toutes les organisations participant au processus électoral n'estompe en rien le caractère spécifique de la campagne du FSLN. Avant-garde incontestée de la lutte victorieuse contre la dictature somoziste et du processus révolutionnaire engagé depuis lors, il jouit d'une légitimité aux yeux des masses et occupe un espace politique qu'aucun autre courant ne peut sérieusement lui disputer.

Pour la direction nationale du Front ces élections doivent permettre à la fois une politisation plus large des masses et une *« institutionnalisation »* du processus révolutionnaire. « Institutionnalisation » dans le cadre de laquelle *« doit être renforcé le pouvoir du peuple et doivent être conservées les armes dans les mains du peuple pour soutenir et défendre ce pouvoir. »* (Premier point du programme électoral.)

Si, comme il est très probable, le FSLN recueille les suffrages d'une large majorité d'électeurs ce ne sera pas parce qu'il a réduit au silence toute opposition ou monopolisé tous les moyens d'information, mais parce que les travailleurs, les ouvriers, les paysans, les pauvres des villes et des campagnes reconnaissent en lui l'expression de leur combat historique pour la souveraineté nationale et la libération sociale.

C'est la manifestation de cette réalité dans un cadre indiscutablement démocratique, que Reagan et ses alliés ne peuvent accepter. Au-delà du 4 novembre et des élections américaines de nouvelles menaces se précisent contre la révolution nicaraguayenne. Comme là-bas, préparons-nous, aussi, à y faire face.

Jean-Pierre Riel

Etats Généraux de solidarité avec les peuples d'Amérique centrale

3 et 4 novembre

Université Pierre-Mendés-France

90, rue de Tolbiac, 75013 Paris

A l'appel de la Coordination nationale des Comités de solidarité avec le Nicaragua, El Salvador, le Guatemala et l'Amérique centrale.

Avec la participation de Terre des hommes, du Cedetim, de la Cimade, de Frères des hommes, du Comité de coopération scientifique et technique avec le Nicaragua, d'Enfants réfugiés du monde et de la Coordination des comités latino-américains, de la Médiathèque des trois mondes, d'Enfants du Salvador, de Vie nouvelle, de La lettre, de la CNSTP, du MRAP.

Avec le soutien de : LCR, JCR, PSU, PCML, GRS, UNEF-ID, Fédération de la gauche alternative, UTCL.